

SOMMAIRE

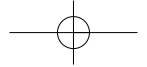
- 2 Sans papiers : sans droits ? **Ca se passe à côté de chez nous.**
- 4 Transport ferroviaire et aménagement du territoire
- 6 "Jo" le fraudeur. **Les prouesses de Georges Pérol.**
Faut-il replanter du chanvre ? **Initiative agricole.**
- 7 Cartes sur tables : **les micro luttés en Limousin.** Dossier.
- 11 Chemins de Rencontres. **Les raisons d'une absence.**
Un Robin des bois limousin. **Note de lecture.**
- 12 Un curé agitateur. **Aux origines de Télé Millevaches.**
- 13 Des médias libres. **L'Appel de Marseille.** Les 20 ans de Télé Millevaches.
- 14 "Deux heures". **Une nouvelle noire de Serge Vacher.**
- 15 Agenda
- 16 Les maçons limousins à Lyon au XIXème siècle. **Histoire.**

S
Z
e

INFORMONS POUR NEUTRALISER
SARKOZY



ENSEMBLE, AVEC OU SANS PAPIERS



EDITORIAL

LA NEF DES FOUS

Ça s'est passé à côté de chez nous. Du lundi 3 juillet au mercredi 19 juillet, 68 personnes sans papiers ont fait à Limoges une grève de la faim pour obtenir leur régularisation. Certains vivent en France depuis cinq ans, six ans, neuf ans.

Le 18 juin dernier, lors du salon de la revue de Limoges auquel participait IPNS, plus d'une centaine de sans papiers (majoritairement des Guinéens) avaient investi le pavillon du Verdurier où se tenait le salon pour attirer l'attention sur leur sort. Des hommes, des femmes, des enfants, des bébés. Des individus si dépourvus d'espoir et d'avenir face aux nouvelles lois sur l'immigration qu'ils en étaient à vouloir mettre leur vie en danger pour pouvoir rester vivre en France et y construire l'avenir de leurs enfants. Une grève de la faim ce peut être la grève de la fin, l'ultime recours quand on pense que plus rien d'autre n'est possible. Une dernière tentative pour sortir de la clandestinité et de l'exclusion.

En d'autres points de France des mouvements similaires ont eu lieu. A Poitiers par exemple où des grévistes de la faim ont été évacués de force par la police pour être hospitalisés. A Limoges aussi plusieurs hospitalisations ont eu lieu. Après une entrevue avec le Préfet, la grève de la faim a été suspendue, le représentant de l'Etat menaçant de ne pas étudier les demandes de régularisation si la grève se poursuivait. Une vingtaine de sans papiers ont été convoqués à la préfecture début août et pour le moment aucune expulsion de mineurs scolarisés n'a eu lieu en Limousin (nous écrivons cela le 2 août). Le collectif des sans papiers reste extrêmement vigilant et la menace de la reprise de la grève de la faim demeure la dernière arme qu'il est résolu à utiliser. Ça se passe à côté de chez nous et personne ne peut dire : "ça ne me concerne pas !". C'est pourquoi, avec la collaboration des photographes limousins de l'association Point d'Encre et avec les membres du collectif "De quoi on parle ?", nous ouvrons ce numéro d'IPNS sur le drame de nos voisins sans papiers.

Dans ce même numéro, plusieurs articles élargiront notre horizon, que ce soit aux dimensions européennes avec la question du transport ferroviaire et les projets portés dans ce domaine par l'association ALTRO (page 4) ou nationale avec l'Appel des Médias libres lancé par les médias écrits, radios ou télé du "tiers secteur", appel dont IPNS est signataire (page 13). Ça se passe un peu plus loin de chez nous, mais, tout autant, personne ne peut dire : "ça ne me concerne pas". Le plateau n'a jamais été une île sans interactions avec l'extérieur. Pensez donc aux maçons creusois qui ont migrés à Lyon et que nous présente l'historien Jean Luc De Ochandiano (page 16). Et voyez dans notre dossier central consacré au travail des artistes du collectif "Bureau d'Etudes", comment les grandes questions nationales et internationales ont générés tout au cours de l'histoire "micro luttes" et "micro rébellions" sur notre territoire (pages 7 à 10). Ce qui est curieux du reste, c'est qu'aujourd'hui encore de tels constats, il est vrai reliés aux luttes actuelles, gêne le pouvoir politique, en l'occurrence dans ce cas, le Conseil général de la Haute-Vienne qui a tout bonnement interdit la diffusion du travail de Bureau d'Etudes ! Ça s'est passé en 2004, et c'était tout près de chez nous.

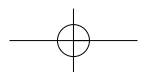
Nous habitons un plateau qui est ancré sur une petite planète de quelques six milliards d'habitants et ce qui la concerne ne nous est jamais étranger. En 1494, un humaniste alsacien du nom de Sébastien Brant publiait à Bâle un ouvrage qui eut un immense et prolongé succès, allégorie d'une humanité allant à vau-l'eau, dont il moquait les travers et la déraison. Son titre, cinq cents ans plus tard, n'est pas dénué d'actualité : *La Nef des Fous*.

L'ÉQUIPE D'IPNS



Contre les expulsions de sans papiers un numéro national d'urgence a été mis en place en cas d'interpellation ou de menace d'expulsion de familles sans papiers avec enfant scolarisé : c'est le 08 20 20 70 70. Ce numéro est accessible jusqu'au 3 septembre et a pour objet d'orienter et de soutenir les familles sans papiers avec enfant(s) scolarisé(s) ou les jeunes majeurs scolarisés en cas d'interpellation. De même il permet aux citoyens de manifester une solidarité active en participant au réseau de veille et d'alerte.

Les photos de couverture et des pages 2 et 3 de ce numéro sont dues aux photographes Jacques Dubreuil et Serge Hulpusch de l'association Point d'Encre. Ils les ont réalisées dans le cadre d'un travail qu'ils ont effectué sur les sans papiers à Limoges. Nous les remercions de nous autoriser à les reproduire ici.



A propos de la loi CESEDA (Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile) de Nicolas Sarkozy

Cela se passe en un lieu que l'on appelle la France. Nous sommes un certain nombre à y vivre, par choix, par contrainte, par hasard. Quoi qu'il en soit, nous y vivons et à ce titre nous devrions être tous comptables et potentiellement acteurs des règles de vie qui s'appliquent ici. Mais il se trouve que les gouvernements de ce lieu jugent régulièrement bon de créer des lois qui ont la particularité de nous diviser en deux catégories de personnes, entre lesquelles l'écart est chaque fois plus grand. Alors que nous avons tous des devoirs et des droits, on impose à certains d'entre nous des devoirs différents et des droits moindres tout aussi différents. Y aurait-il parmi nous des personnes substantiellement délinquantes ou criminelles dont l'Etat chercherait à nous protéger ?

Aujourd'hui, une étape supplémentaire est franchie par le Ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy qui crée autour de certains d'entre nous un espace de non droit, une frontière intérieure.

Vie à part entière et vie morcelée

Les lois successives sur les conditions d'entrée et de séjour de ceux qu'elles nomment *étrangers* visent à ce qu'une partie d'entre nous qui vit ici – ou qui serait amené à y vivre – n'ait pas le droit à une vie totale, une *vie à part entière*, mais seulement à une part de vie, amputée : par exemple, dans le meilleur des cas, on nous admet comme travailleur en nous empêchant de vivre normalement avec notre famille et sans pouvoir participer à la vie civique. C'est une partie du droit qui nous est interdite. On vit alors une vie tronquée, une part de vie. L'autre part de vie n'est alors plus nulle part ou bien dans l'imaginaire. En revanche pour l'Etat cette autre part de vie non vécue ici est renvoyée implicitement ou explicitement dans le rapport au pays d'origine : notre vie à *part entière*, totale, ne sera vécue que lors du retour au pays d'origine.

Cette vie élémentaire rendue impossible, semée d'embûches par les lois, est là pour nous rappeler sans cesse que certains d'entre nous ne seraient qu'invités pour quelque temps.

Le gouvernement substitue à notre *vie à part entière*, une *vie morcelée*, telle une incitation active à nous convaincre de partir de nous-même vers un pays qui n'est pas le nôtre. La loi Sarkozy, en créant un espace de non droit, une frontière intérieure (notamment par la suppression de la loi des 10 ans), réduit ici la part infime de vie qui reste à une vie délinquante (le fait d'être en "situation irrégulière"). Si les lois successives sur l'immigration ont créé des Sans Papiers, cette nouvelle loi vise à créer ce que le discours médiatico-politique appelle des clandestins.

Sans papiers et clandestins

On assiste depuis quelque temps dans le discours politico-médiatique à un glissement du terme Sans Papiers vers celui de clandestin. Cette distinction joue sur la représentation que l'on se fait des gens (en y associant le très en vogue "sentiment d'insécurité"). Dans l'imaginaire collectif la figure du clandestin renvoie à quelqu'un d'anonyme, tapi dans l'ombre, se servant des autres à leur insu, hors la loi, invisible. Le mouvement des Sans Papiers de Saint Bernard avait justement voulu sortir de cette image qu'on leur collait en se montrant au grand jour. A travers cette lutte collective il s'agissait, d'une part, de montrer que certains d'entre nous sont des femmes, des hommes et des enfants comme tout le monde mais ayant subi le mépris de nouvelles lois – lois qui contraignent encore aujourd'hui certains d'entre nous à une vie plus morcelée et précaire ; d'autre part, le mouvement de Saint Bernard indiquait que les lois elles mêmes créaient des Sans Papiers, des situations de non droit. Depuis, la catégorie de Sans Papiers désigne positivement une situation d'injustice et d'inégalité, un problème *subi* par une partie de la population vivant ici dont les droits élémentaires ont été confisqués, alors que celle de clandestin est une catégorie subjectivement extérieure à ce que l'on vit et *subit* en tant qu'exclu du droit.

La loi Sarkozy et la rhétorique discursive qui l'accompagne tentent de substituer à la figure positive des Sans Papiers celle du clandestin invisible, anonyme, délinquant, que l'on *subirait* et contre lequel il faudrait lutter "avec humanité" (oxymoron).

Frontière intérieure et espace de non droit

Alors qu'au tournant des années 80, une partie d'entre nous s'est vue progressivement exclue des droits les plus élémentaires, exposée à une traque policière incessante et violente, Nicolas Sarkozy supprime aujourd'hui le seul espace de droit restant qui nous permettait d'être régularisé (de pas-ser du non droit au droit). Il s'agit de ce qu'on appelle communément la loi des 10 ans. Bien que très restrictive, elle permettait néanmoins d'obtenir un titre de séjour si l'on pouvait prouver, non sans difficulté, que l'on a résidé sur le territoire pendant au moins 10 ans sans discontinuer (1). En

remettant en cause cette peau de chagrin juridique qui pouvait permettre une régularisation à l'intérieur de la loi, Sarkozy annule définitivement toute véritable possibilité de recours et nous enferme dans un espace de non droit, expulsés à l'intérieur. Alors que nous avons un devoir, respecter la loi, le seul droit que nous aurons sera de ne pas en avoir. Ainsi, en nous enfermant derrière une frontière intérieure comme *irréguliers à perpétuité*, il ne nous restera plus qu'à nous cacher, à être expulsés, ou bien à lutter plus encore.

Economie et Etat Nation

A travers ses lois sur l'immigration le gouvernement aborde la question du droit des gens qui vivent sur le territoire sous deux angles : économique et national.

Aujourd'hui, le pays est toujours envisagé par le gouvernement sous l'angle de l'Etat-Nation selon une vue qui nous scinde en deux parties inconciliables : l'une *serait* déterminée par une culture spécifique, un sentiment d'appartenance, fondant un Etre-Français ; l'autre, qui vient d'ailleurs, ne



Frontières intérieures

serait jamais en mesure de réaliser et d'incarner cet Etre-Français, ou de s'y intégrer.

La dimension économique constitue pour le gouvernement une façon de distinguer une catégorie de personne qui selon la conjoncture serait ou non profitable à l'Etat-Nation. Certains d'entre nous sont tour à tour désignés comme délinquants (irréguliers, clandestins) ou profitables au "rayonnement de la France". Il y aurait les *bons* et les *mauvais étrangers*, justifiant "l'immigration choisie contre l'immigration subie".

Les *bons étrangers* sont présentés comme bénéfiques à l'économie de l'Etat Nation et par là même hautement intégrables, étant posée que la nation française (l'Etre français) *est substantiellement rayonnante*. En corollaire il y aurait des Etats-Nation au rayonnement blafard (souvent d'anciennes colonies qui à un moment de leur histoire se sont justement débarrassées du soi-disant "rôle positif apporté par la colonisation") d'où proviendraient certains d'entre nous. Et comme on est dans la logique de l'Etat Nation, une personne venant d'un pays blafard se retrouve désignée comme substantiellement blafarde, terne, souvent noire...

Les *mauvais étrangers* sont alors dénoncés comme délinquants, car *étrangers* ("en situation irrégulière").

Dans tous les cas il s'agit pour le gouvernement de maintenir que l'*étranger* existe comme une catégorie à la fois législative et subjective. Le législatif détermine ici un droit pour une partie de la population et un droit différent (ou un non droit) pour une autre partie de la population. Le subjectif le justifie : les catégories législatives (étranger, immigration, nationalité...) associées aux catégories médiatico-politiques (clandestins...) – catégories par elles mêmes à haute valeur ajoutée délinquante – visent, par la représentation qu'elles imposent dans l'imaginaire de la population, à justifier que le droit ne soit pas le même pour tous ceux qui vivent ici. Nicolas Sarkozy va encore plus loin en cloisonnant définitivement l'accès au droit si on n'a pas été "invité".

Etat, Etat-Nation, frontières et population

Le fait est qu'il existe des Etats avec des frontières. Il devrait être défini que ces frontières délimitent non une culture, un sentiment d'appartenance, mais un territoire administratif à l'intérieur duquel est mise en place une politique, celle de l'Etat et du gouvernement. La démocratie, qui est un système politique à l'œuvre dans ce pays qu'on appelle la France, présuppose que toute personne qui y vit soit en droit de participer à l'orientation politique de ce pays. En ce sens les politiques des lois CESEDA sont antidémocratiques puisqu'elles ne prennent pas en compte une partie de la population en la privant de droit fondamentaux ; pire, en la plaçant dans une situation de non droit. Il ne faut pas confondre frontière nationale et frontière administrative.

Au concept douteux d'unité de la nation il s'agit d'opposer

celui d'unité de la population.

Immigration et vie privée

La droite et une très grande partie de la gauche parlementaires posent toutes deux la question de la résolution du prétendu problème de l'immigration : immigration zéro, immigration choisie, régularisation au cas par cas par souci humanitaire, ouverture des frontières pour des raisons économiques (besoin de main d'œuvre)... Dans tous ces cas le débat est homogène car il présuppose sans discussion que "l'immigration est un problème".

Il s'agit de soutenir que l'immigration n'est pas un problème pour l'Etat (pour autant que l'on n'envisage plus l'Etat comme un Etat-Nation).

On doit tous être libres de vivre où bon nous semble. Il n'y a pas d'immigration, il n'y a que des gens qui vivent et de fait se déplacent.

Que nous changions de lieu de vie, voire de pays, pour des raisons économique, politique, familiale, psychologique, etc., que cela soit voulu ou non, cela ne regarde que nous. L'Etat n'a pas à légiférer sur notre choix de lieu de vie ; il s'agit là de notre vie privée à laquelle portent atteinte les lois successives sur l'immigration.

Du prétendu problème de l'immigration à la politique sécuritaire

La nation est un sentiment. La politique se fait-elle sur des questions de sentiments ? C'est pourtant sur ce registre que le gouvernement fait entendre son discours et développe son action : sentiment d'appartenance (dit ou non dit ; "intégration", "assimilation"), sentiment d'insécurité, sentiment de culpabilité (l'humanitaire)...

C'est ce qui l'amène à déplacer la question du prétendu problème de l'immigration vers celle de l'insécurité* et de l'intégration, au moyen d'une rhétorique lepéniste qui consiste

à mettre sur le même plan (par substitution progressive) les termes : habitants des cités, des banlieues, immigrés, jeunes d'origine étrangère, musulmans, voyous, et plus récemment

racailles.

Car il s'agit là d'une politique globale redoutablement cohérente. Le gouvernement ne cesse de nous diviser en créant dans son discours des catégories étanches communautaristes (immigrés contre nationaux, jeunes contre vieux, travailleurs contre chômeurs,...), multipliant les exclusions à l'intérieur du pays avec la création d'espaces d'extériorité où l'on se retrouve expulsé (ces frontières intérieures existent autour des banlieues, autour des gens exclus des droits élémentaires, etc.). C'est une politique de classes (nous n'avons pas tous les mêmes droits), voire de castes (nous n'avons pas le droit d'aider une personne privée de droit ; quant à se marier avec elle, voire tout simplement l'aimer, cela relève du parcours du combattant).

Cette politique *sécuritaire et de lutte contre l'immigration* tente par ailleurs de trouver son caractère positif à travers le concept d'intégration. Mais intégration à quoi ? A l'Etat ? Des lois existent déjà pour désigner les droits et les devoirs de toute personne. On voit bien qu'il s'agit, derrière ce terme, d'imposer davantage de répression, de non droit et de désintégration de la personne par le morcellement de sa vie.

Quelle politique vouloir du gouvernement et de l'Etat ?

Alors qu'il s'agit de parler de dignité, de vie en paix, d'égalité des droits, le gouvernement répond "immigration subie", "immigration choisie", "problème d'immigration", "insécurité", répression, traque, non droit, division entre les gens, précarisation de la vie, vie morcelée, kârsher, charter...

Il y a une seule humanité. Il y a une seule population.

Il n'y a pas de problème d'immigration, pas plus qu'il n'y a d'immigrés. Nous tous qui vivons ici sommes d'ici, que nous ayons un travail ou non, que nous ayons une famille ou non, que nous ayons un logement ou non... A ce titre l'Etat doit être en mesure de pourvoir au bien-être des gens selon un principe d'égalité pour tous.

Les lois CESEDA sont un déni de la personne. Ces lois n'ont pas lieu d'être.

THOMAS BELOT, EMMANUEL GRATADOUR, PIERRE LINGUANOTTO
du réseau "De quoi on parle ?" Contact : dequoionparle@yahoo.fr

"De quoi on parle ?" est un réseau de personnes désireuses de réfléchir et d'intervenir sur des situations où la dignité de tous ceux qui vivent ici est mise en péril par les discours et les actions de l'Etat, de l'administration et des gouvernements. L'un des auteurs de ce texte, lecteur d'IPNS, travaille depuis plusieurs années sur un film consacré au plateau de Millevaches.

* Pour une analyse approfondie de ce point précis, partant de la politisation du thème de l'immigration, lire le texte de Pierre Tévanian et Sylvie Tissot "La lepénisation des esprits" (mai 2006). Ce texte est en ligne sur le site de leur collectif "les mots sont importants" à la rubrique nouveauté (www.lmsi.net).

DEMAIN, VOYAGER SANS PETROLE



FILONS BIENTOT EPUISES

L'échéance de la fin de l'ère du "tout pétrole" se profile à l'horizon. Ce sera, selon les fluctuations des intérêts et des pronostics, vers 2030 ou 2050. Même s'il n'y a pas tarissement des gisements, sa rareté et la flambée continue des prix vont très vite réduire la part du pétrole dans la panoplie de nos ressources énergétiques. Comme celles-ci ne cessent de s'amplifier nous sommes acculés à l'innovation et au changement pour penser l'avenir.

Avec la fin du pétrole, nos sociétés de plus en plus caractérisées par la mobilité des personnes, des biens et des marchandises, sont appelées à des mutations radicales notamment en matière de moyens de transport. Il est urgent de précéder ce mouvement et de sortir de notre frénésie pétrolière pour voyager et transporter autrement. Pour ne retenir qu'un exemple, sous la pression des lobbys des transporteurs routiers, des entreprises de travaux publics et des sociétés d'autoroute... 75 % du transport des marchandises se fait aujourd'hui par la route. Ce transport routier a bondi de 43 % en moins de quinze ans.

LES TRANSPORTS DE DEMAIN

Une association composée de spécialistes du transport, de collectivités territoriales et de citoyens s'est constituée depuis une dizaine d'années : l'ALTRO (Association logistique Transport Ouest). Elle propose "un projet pour façonner le réseau de transport régional, national et européen du troisième millénaire". Elle tente d'apporter une réponse à toutes les exigences de mobilité, d'échanges et d'interdépendance entre les hommes et les territoires à l'échelle nationale et européenne. Elle s'est fixée trois objectifs.

Le premier participe à "l'ardente obligation" d'inventer et d'économiser les ressources énergétiques alternatives au pétrole, avec en corollaire la réduction des gaz à effet de serre.

Le second élabore un système de transport fondé sur le développement et le réaménagement du réseau ferré français. A partir d'une trame de lignes à grande vitesse, de connexions inter-régionales et de feroutage, il associe les différents modes de transport par : fer / route / mer / air.

En troisième lieu, avec cette "intermodalité" des transports, l'Etat, les Collectivités territoriales et les citoyens sont appelés à repenser autrement l'aménagement de notre espace national.

PAR UNE IRRIGATION HEXAGONALE

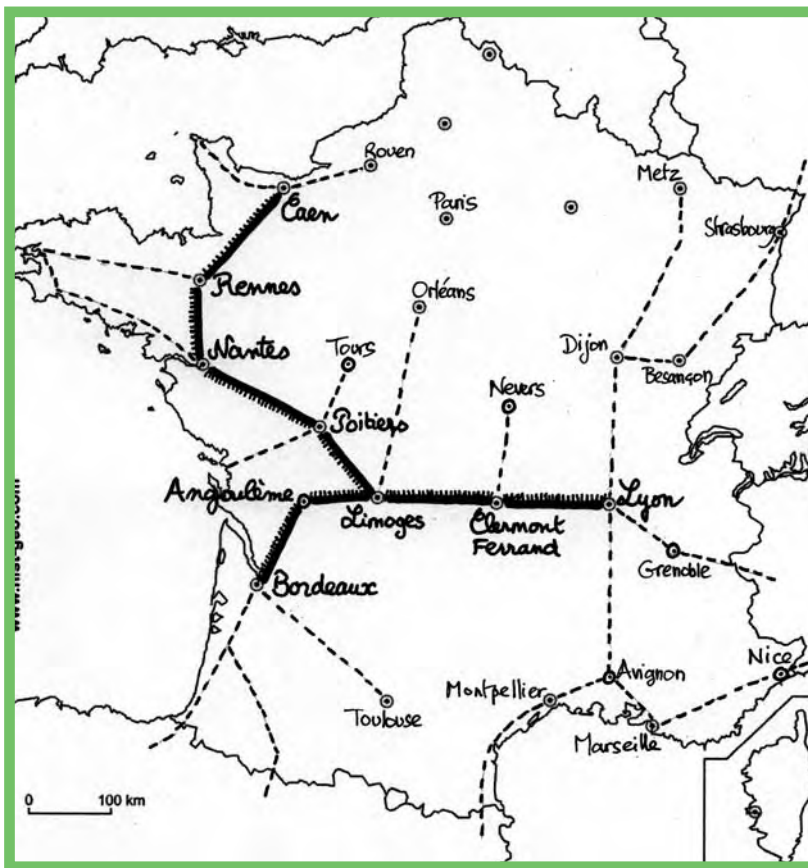
L'ALTRO, avec son projet de Transversale Alpes-Atlantique (T.A.A) dessine un aménagement du territoire équilibré. Il drainera les régions aujourd'hui délaissées

tout en se libérant de l'attraction systématique de Paris et en désengorgeant les axes surchargés du Rhin-Rhône et de la façade méditerranéenne. Il intégrera les activités du transport maritime de l'Arc atlantique dans le futur réseau trans-européen.

Avec ce projet ambitieux l'ALTRO privilégie l'interdépendance des territoires. Elle rejette le principe de leur compétitivité, tel qu'il est aujourd'hui program-

mé par l'ex-DATAR devenue depuis le 1^{er} janvier 2006 : la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT). La carte n° 1 parue dans le journal *Le Monde* du 30 mars 2006 est une parfaite illustration de l'absurdité de cette prétendue compétitivité. Le futur réseau transeuropéen laboure les mêmes sillons déjà surchargés : la côte méditerranéenne et le couloir rhodanien jusqu'à l'Europe du Nord via Paris ou Luxembourg. Le grand ouest, une fois de plus, est laissé de côté.

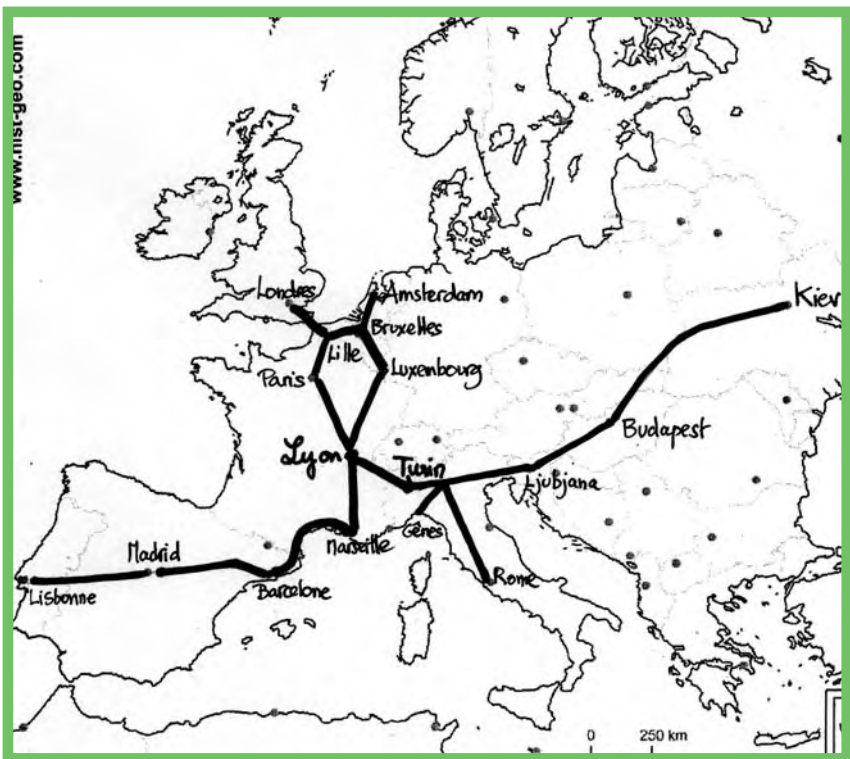
Regardons de plus près le tracé de cette TAA dans notre espace hexagonal. Il sera constitué par une liaison ferroviaire à grande vitesse qui reliera l'Océan aux Alpes (voir la carte n° 2). A cet axe ferroviaire transversal seront connectées des liaisons à grande vitesse en provenance de tous les grands ports de la façade atlantique. Celles-ci convergeront par Angoulême ou Poitiers - déjà reliée à Paris - sur Limoges. De là, la TAA traversera le Massif Central pour rejoindre Lyon par Clermont-Ferrand. Limoges et Lyon seront les pôles convergents et les plaques tournantes de cette colonne vertébrale de l'Europe des transports ferroviaires (voir la. carte n° 3). Toutes ces lignes à grande vitesse seront empruntées par les trains de voyageurs ou de marchandises.



Carte 2 la transversale Alpes Atlantique

UN DEBAT DANS L'URGENCE

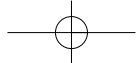
Les concepteurs de cette nouvelle infrastructure de communication, tous spécialistes reconnus de la logistique du transport, travaillent depuis longtemps sur cette ébauche. Ils l'ont présentée dans un ouvrage très technique publié en 2000. Ils y développent les multiples interactions de la TAA avec le réseau ferré déjà existant et toute la chaîne du transport des marchandises à courte, moyenne et longue distance. Ils sont conscients que parmi les solutions projetées en 2000 quelques unes sont déjà obsolètes. Représentants de la société civile, ils osent ouvrir un débat sur l'aménagement du territoire, jamais encore réalisé à cette échelle européenne. Ils entendent le mener à son terme. Aussi ont-ils confié à un cabinet d'études spécialisé une pré étude fonctionnelle pour sa réalisation d'ici à vingt ans.



Carte 1 Le futur réseau ferré transeuropéen



Carte 3 La transversale Alpes Atlantique dans le corridor Lisbonne-Kiev



Lancée au mois de mai 2006, des premiers résultats interviendront en novembre. Elle sera terminée pour la fin 2007, début 2008. S'ils sont déjà assurés de la moitié du financement, le concours financier des régions des départements, des collectivités urbaines et des chambres consulaires leur est impérativement indispensable pour terminer l'étude. Ainsi en Limousin, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Vienne et le député maire président de l'Agglomération de Limoges se sont déclarés en faveur du projet dans les colonnes de *l'Echo du Centre* du 30 mai dernier. A l'inverse, toujours dans ce même quotidien, la Région, par la voix du vice-président de la Région refuse de s'engager. Il exprime une certaine défiance à l'égard d'un projet mené par une association ! Et sa fixation sur le train pendulaire est quelque peu restrictive. Dans sa projection de l'avenir, il ne voit pas beaucoup plus loin que la haie de son jardin. Comme "il a d'autres chats à fouetter" il n'a peut-être pas pris le temps de lire le projet ALTRO. Celui-ci inclue bien entendu le projet de TGV pendulaire, et souhaite sa réalisation à court terme. Mais la liaison pendulaire Paris-Toulouse ne fait guère progresser le débat sur l'aménagement du territoire, encore une fois il l'enferme dans le centralisme parisien. Nos inventeurs de la TAA nous assurent cependant qu'elle peut se réaliser dans les vingt cinq prochaines années. Il y a donc urgence à se mobiliser pour booster les élus à s'engager dans cette réflexion prospective. L'urgence est d'autant plus vive qu'un rapport réalisé par des experts suisses révèle une dégradation alarmante du réseau ferré français par manque d'entretien. Les usagers l'observent tous les jours avec l'accumulation des retards et l'augmentation des temps de parcours, à l'exception des lignes TGV. Comme la Poste ou les Hôpitaux, Gaz de France et demain EDF, la SNCF est entraînée dans le tourbillon de la privatisation libérale. En se défaussant sur les régions pour la gestion des lignes Corail interrégionales l'Etat tend à se dégager du service public du rail. Là encore il est sous la tutelle du lobby des transports routiers qui le pousse à la construction de nouvelles autoroutes. Dans le scandale des rémunérations des patrons des grandes entreprises du MEDEF on a bien remarqué les appétits luxuriants du groupe Vinci, le spécialiste de la construction et de la concession des parkings et des autoroutes. Avec l'aimable complicité des barons adoubés de l'appareil de l'Etat, il vient de se porter acquéreur de la Société des autoroutes du Sud de la France (ASF).

L'intermodalité des transports des voyageurs et des marchandises autour du rail est une alternative à la croissance du trafic routier et au surenchérissement des ressources énergétiques. Les liaisons à grande vitesse à l'échelle de l'Europe sont aussi une alternance au trafic aérien continental. Or elles exigent l'électrification de tout le réseau ferré ; et de plus, les motrices de ces rames ferroviaires sont très dispendieuses en énergie. Les promoteurs de la TAA restent très discrets sur ce chapitre. Il est vrai qu'ils sont des fidèles représentants de la culture technocratique formidable propulseur de mobilité. Elle exige toujours la plus grande vitesse et la plus courte durée pour tout déplacement. C'est la tyrannie de l'immédiateté, l'un des moteurs de l'économie libérale. Celle qui pense et organise le marché à l'échelle de la mondialisation, de tout le marché : affaires, voyages, vacances, fret ...et rien que le marché, celui qui nourrit le cac 40 et ses actionnaires. Mais avec l'obligation d'entrer dans l'ère de la restriction dans la consommation des ressources, ils seront nécessairement appelés à inventer des motrices moins gourmandes en carburant et fonctionnant avec des sources d'énergie alternatives. Comme dans le transport maritime ou aérien intercontinental la voie demeure grande ouverte à la recherche et à l'invention. Déjà des navires, des dirigeables et des avions gros porteurs fonctionnent, à titre expérimental, en système multi-énergie : solaire, éolien ...

La TAA avec ses ramifications inter-régionales répond au double défi du désenclavement du territoire et des exigences environnementales. L'emprise spatiale d'une infrastructure ferroviaire est beaucoup plus limitée que celle des ouvrages autoroutiers et s'intègre quand même mieux dans l'environnement. Le débat reste totalement ouvert pour toutes suggestions nouvelles. Notamment celles qui contribuent à réduire les gaz à effet de serre et leur incidence sur le changement climatique. C'est pour demain, apprendre à voyager et transporter autrement.

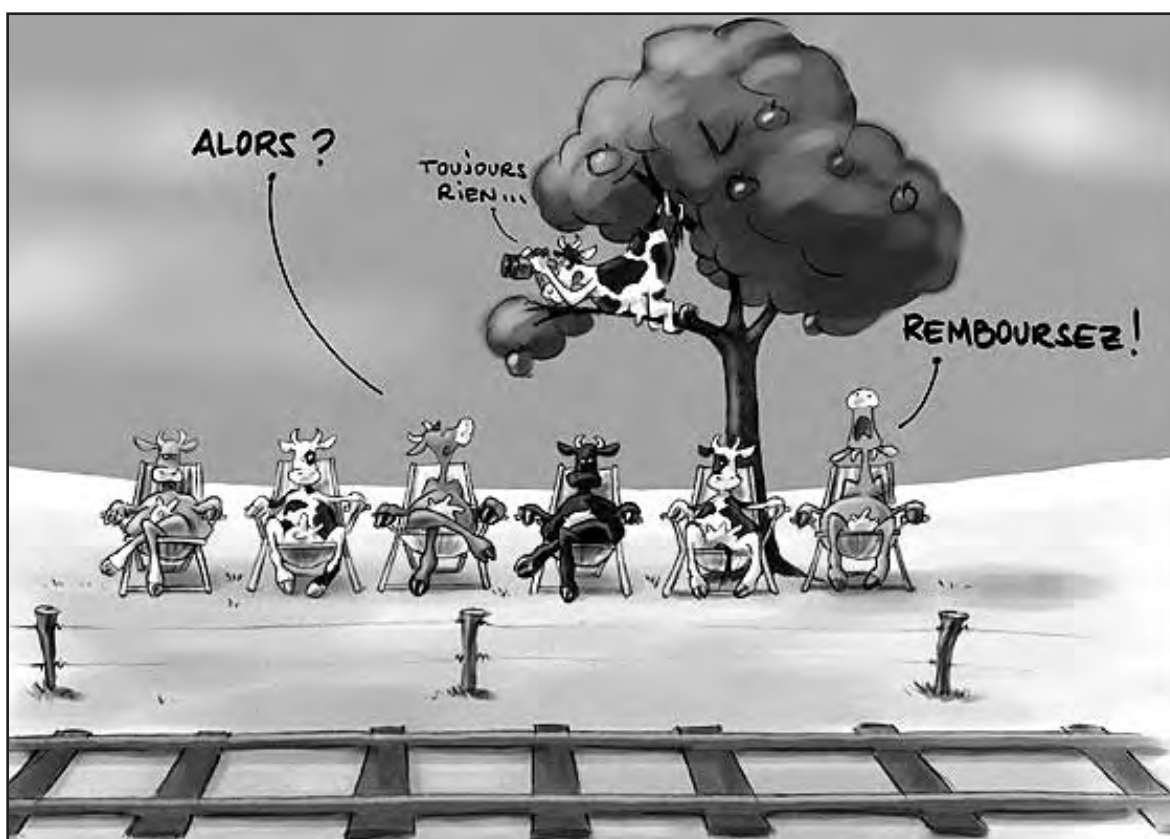
ALAIN CAROF

Parce qu'elle est l'émanation de la société civile, l'ALTRO ne regarde pas que les élus. Elle souhaite rassembler le plus grand nombre de citoyens pour forcer la main de l'Etat et l'enjoindre à développer et maintenir le service public des transports. On peut adhérer à l'ALTRO en lui écrivant : BP 104, 17004 La Rochelle Cedex 1. La cotisation est de 20 euros.

D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Le quotidien *La Montagne* du 4 juillet 2006 relate une manifestation de protestation des usagers de la liaison Montluçon-Ussel. Ils font état des nombreux ralentissements des trains faute de travaux d'entretien des voies, ils expriment leur crainte que les trains ne puissent bientôt plus rouler par mesure de sécurité. Entre Montluçon et Evaux-les-Bains les trains ne roulent plus qu'à 40 km/heure, soit moins vite qu'il y a 110 ans à la création de la ligne ! Dans la même édition on apprend que sur la ligne Paris-Toulouse des arrêts à la gare de La Souterraine vont être supprimés. Alors que la Région entreprend des travaux importants pour conforter les fonctions de cette unique gare du nord Limousin. Et dans le même temps la SNCF raye de sa carte la desserte rurale de la gare de Saint Sébastien. Aujourd'hui comme hier le service public néglige la population de l'espace rural.

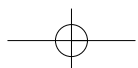
Déjà *L'Echo de la Creuse* du 1^{er} juin 1889 rapporte «un vœu du Conseil Général de la Creuse appuyé par la grande industrie d'Aubusson. La Cie d'Orléans a décidé que le train qui part de Guéret pour Saint Sébastien serait retardé afin qu'il prenne des voyageurs pour les verser dans l'express de Toulouse qui passe à Saint Sébastien et arrive à Paris avant minuit. C'est là une bonne chose sans doute, mais à la condition expresse que ce train ne soit pas réservé uniquement aux voyageurs des premières, c'est à dire qu'il y ait dans le train allant à saint Sébastien et dans celui de Toulouse des voitures de toutes les classes (1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}). La situation faite aux petites bourses est surtout ce qui nous intéresse». Ce n'est certainement pas aujourd'hui la sensibilité des gestionnaires politiques de notre compagnie nationale qui poursuivent peu à peu sa privatisation. Elle avait été amorcée dès 1997 en séparant la gestion des infrastructures, c'est à dire des voies ferrées, par le Réseau Ferré Français (RFF) de la gestion du trafic par la SNCF.



LE DEBAT EST OUVERT

Pour la première fois, la Région Limousin a créé une *Commission particulière du débat public* pour le projet de ligne à grande vitesse Poitiers-Limoges. Cette procédure consiste à donner la parole aux citoyens pour décider de l'avenir d'un grand projet d'aménagement du territoire. Les débats s'échelonneront du 4 septembre au 15 décembre 2006 dans plusieurs villes limousines selon un calendrier déjà établi. Pour y participer on peut téléphoner au 05 55 34 86 00 ou s'exprimer par internet : www.debatpublic-lgvpoitierslimoges.org.

Initialement le débat porte sur le projet d'une ligne à grande vitesse entre Poitiers et Limoges pour raccourcir le temps de parcours de Limoges à Paris. En rejoignant la ligne Sud-Europe-Atlantique (Paris-Bordeaux) les TGV mettraient la gare de Limoges à moins de deux heures de Paris-Montparnasse. Outre qu'il s'oppose au projet du train pendulaire Paris-Toulouse, il reste dans l'indéracinable logique de la centralisation parisienne et de l'appauvrissement des territoires ruraux. Puisque toute personne qui le souhaite peut émettre une proposition, soyons nombreux à participer au débat pour la construction de cet axe Poitiers-Limoges, mais en le recadrant sur l'axe de la transversale Alpes-Atlantique (TAA). On ira quand même en moins de deux heures à Paris, mais aussi à Lyon en 1h15 au lieu de plus de 5 heures aujourd'hui !



BREVES DE COMPTOIR



"Jo" le fraudeur

Georges Pérol, Vice Président du Parc et du Conseil général de la Corrèze, a eu les honneurs de la presse nationale. Malheureusement ce n'était pas pour promouvoir notre territoire... En règle générale quand les journaux nationaux parlent de Monsieur Pérol c'est pour de moins reluisants exploits. Il était jugé devant la 11ème chambre du tribunal correctionnel de Paris pour l'affaire de l'office public des HLM de Paris, dont il était le directeur. Georges Pérol était accusé d'avoir mis en place, selon les mots mêmes de la Vice-procureure, un "système de fraude de grande envergure, parfaitement organisé" destiné à "constituer des caisses noires" pour son parti, le RPR à l'époque. Si le verdict, aux dires des commentateurs, est clément (deux ans de prison avec sursis et 20 000 euros d'amende, soit une peine deux fois moins lourde que celle requise par le Procureur), les attendus du jugement sont très sévères. Comme la presse régionale n'en a pas trop parlé, ils sont peut-être passés inaperçus auprès de nos lecteurs. Nous remédions à cet oubli. Dans ses attendus, le tribunal relève que Monsieur Pérol "a gravement porté atteinte à l'autorité de l'Etat, à la probité de l'administration et à l'égalité républicaine des candidats aux marchés publics dans le domaine du logement social, en participant à un vaste trafic d'influence (...) Il a détourné, pour conforter sa position d'élu local en Corrèze, les prérogatives qu'il tenait de ses fonctions, faussant le jeu de la concurrence, discréditant l'impartialité de service public et nuisant par là même à l'indispensable confiance que les citoyens doivent avoir dans leurs institutions". On savait Georges Pérol bien placé pour donner à ses administrés de bonnes leçons en matière de développement durable, de soutien aux associations, d'aménagement éolien (voir IPNS n°14). On ne pensait cependant pas qu'il était aussi performant dans les domaines de la fraude et du trafic d'influence. On a comme ça des ressources locales qu'on ignore !

Faut il à nouveau semer du chanvre ?

Cette plante fournie une graine oléagineuse et sa tige est composée de fibre et d'une partie ligneuse appelée chènevotte. Connue et utilisée depuis 8000 ans en Asie centrale puis en Europe pour son huile et sa fibre textile, elle tombe en désuétude avec la concurrence du coton puis des fibres synthétiques. Mais depuis les années 1980 Cannabis Sativa connaît un regain d'intérêt avec la découverte de ses usages possibles dans la construction. Deux bonnes raisons de redonner à cette plante la place qu'elle a eu dans les fermes du plateau.

Une bonne tête d'assolement

Cette expression agricole est de moins en moins utilisée dans les pratiques nouvelles de mono production. Pourtant cette notion est primordiale en agriculture paysanne où la rotation des cultures et leur diversité sont essentielles pour exprimer rationnellement le potentiel agronomique des sols. L'alternance des cultures limite en particulier le développement des adventices et des parasites spécifiques. Le chanvre, plante annuelle, se sème en mai et se récolte en septembre. Sa rapidité de croissance en fait un excellent désherbant naturel qui étouffe les plantes vivaces concurrentielles. Elle n'est pas sensible aux maladies et son système racinaire puissant lui permet de puiser l'eau en profondeur tout en améliorant la structure du sol. C'est donc un plante qui précède favorablement une culture de céréale.

Une production locale pour la construction locale

L'engouement pour l'auto construction avec des matériaux non polluants est tout à fait de circonstance pour répondre aux défis environnementaux d'aujourd'hui. C'est aussi une réponse possible à la demande de logement pour les migrants du plateau face à la récente et injustifiée spéculation foncière sur le bâti ancien. De tout temps les hommes ont puisé dans leur proche environnement pour élaborer leur lieu de vie, en utilisant des matériaux esthétiquement intégrés dans le paysage. Se réappropriant l'usage des minéraux et des végétaux qui nous entourent avec toutes les innova-

tions des nouvelles techniques va permettre de donner vie à de réels projets locaux. Bois, paille, terre aux nombreux filons, puis chanvre vont permettre d'innover, sans transports de matériaux coûteux et polluants. La construction de bâtiments à usage professionnel pourrait profiter encore plus de ces matériaux nobles inépuisables. La chènevotte donc, en mélange avec divers types de chaux (aérienne ou hydraulique) permet d'effectuer des bétons de chanvre en se passant des sables extraits des carrières ou rivières et permet à la déconstruction de réintégrer de simples aires de compostage. Les réalisations les plus courantes sont les enduits, les murs banchés avec ossatures bois noyées ou apparentes, des dalles sur terre-plein, elles nécessitent l'application rigoureuse de techniques appropriées aux différents choix.

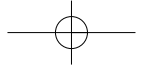
Des paysans s'organisent pour transformer les produits du chanvre

Un groupe engagé dans une démarche d'agriculture durable, travaille depuis quatre ans pour affiner cette filière afin de proposer localement huile et chènevotte sous la marque «Lo Sanabao». La culture du chanvre est effectuée sans apport de produits chimiques de synthèse. Bien que ce ne soit pas un produit normalisé, les producteurs s'engagent néanmoins à fournir une chènevotte exempte de moisissures et sans trop d'impuretés. Les huiles sont analysées régulièrement. L'objectif est la valorisation des produits en circuits courts

FABRICE LACROIX
agriculteur à Ste Anne St Priest



OUI !



Cartes sur table

Le travail que nous vous présentons dans les pages suivantes a été réalisé en 2004 par deux artistes réunis dans le collectif "Bureau d'Etudes". De quoi s'agit-il ? De deux cartes consacrées aux "micro luttes" en Limousin.

La première (reproduite page 8 et 9) présente une transcription visuelle des "micro rébellions autour de Rochechouart" - en fait : en Limousin, puisqu'on y trouvera des références aussi diverses que la mutinerie du camp de La Courtine en 1917, les émeutes de la faim à Eymoutiers en 1846, les manifestations ouvrières et anarchistes de Limoges et St Junien de 1905 ou encore les multiples actes de résistance de Guingouin et ses maquis sur le plateau et ses abords.

La seconde carte (page 10) est consacrée aux actuelles "micro résistances contre les mutants" en Limousin : sites contaminés par les déchets d'uranium, communes et zones qui s'étaient déclarées en 2004 "hors AGCS" ou "sans OGM".

Ce travail original devait être exposé en 2004 au Musée départemental d'art contemporain de Rochechouart (Haute-Vienne) dans le cadre d'une exposition intitulée "Paysages invisibles". Mais c'était sans compter le veto qu'y a mis Madame Pérol-Dumont, Présidente du Conseil Général de la Haute-Vienne. Quelques semaines avant l'inauguration de l'exposition celle qui venait juste de prendre ses nouvelles fonctions, découvrait ces cartes et en particulier la deuxième. Irritée par ce qu'elle considérait sans doute comme une provocation ou un manifeste militant, elle refusa que les cartes pourtant déjà imprimées ne soient présentées et diffusées. Elle repoussa donc la date d'ouverture de l'exposition, pour avoir le temps de remplacer in extremis l'intervention de Bureau d'Etudes par autre chose. L'exposition fut donc présentée dans le musée départemental sans les fâcheuses cartes...

Nous les publions donc ici, accompagnées d'un entretien avec Bureau d'Etudes qui nous explique le sens de ce travail. On lira également la philosophie de ce projet dans l'introduction aux cartes que les auteurs avaient rédigée et que nous publions ci-dessous sous le titre "Permanence des résistances". La "micro lutte" continue !

Reconnecter autonomie artistique et autonomie politique

IPNS : Qu'est-ce que Bureau d'études ? Quelles sont les raisons qui sont à l'origine de ce collectif d'artistes ?

Bureau d'Etudes : Nous nous sommes créés comme groupe d'artistes parce que cela nous permettait une plus grande autodétermination que celle de l'artiste solitaire produisant pour le marché ou les officines de l'Etat culturel. Suite à la création d'un espace d'exposition nous avons vu assez vite comment un tel lieu devenait lui-même un appendice bénévole d'un système culturel dont nous critiquions le fonctionnement.

C'est pourquoi nous avons commencé à circuler dans des lieux développant d'autres formes de vie et de fonctionnement. Nous sommes allés voir les Centres Sociaux en Italie et en Espagne, les squats, avec l'idée de reconnecter l'autonomie artistique (la production de sens ou d'expression déliée d'une demande sociale administrée ou d'une commande du pouvoir) à l'autonomie sociale et politique (auto organisation).

A ces expériences et réflexions s'articule notre travail de cartographie des réseaux de pouvoir. Nous avons fait une première publication qui cartographie les systèmes de contrôle et de surveillance, diffusée lors du camp No Border de Strasbourg contre le système d'information de Schengen en 2002. Puis une autre sur l'Europe diffusée lors du Forum Social de Florence en 2002. Nous avons également réalisé plusieurs cartes exploratoires sur le gouvernement mondial, et travaillons actuellement sur un Atlas de l'Etat français.

IPNS : En 2002, vous avez été invités en résidence par le musée départemental de Rochechouart (Haute-Vienne). Pouvez-vous nous raconter comment vous avez été amenés à travailler sur les cartes que nous publions ici ?

Bureau d'Etudes : Pendant notre résidence à Rochechouart, invités par la conservatrice du musée départemental d'art contemporain de Rochechouart, nous avons travaillé à partir des archives historiques limousines sur les luttes dans le Limousin. Ce travail, présenté ici pour la première fois, a débouché sur une publication qui devait être diffusée pendant l'exposition "Paysages invisibles" au musée de Rochechouart en septembre 2004. La direction du Département n'a pas souhaité que ce travail soit présenté et diffusé. Elle a fait saisir l'ensemble du stock qu'elle avait financé et nous a exclu de l'exposition, nous accusant de ne pas avoir honoré notre contrat. Nous avons en effet développé notre réflexion sur les luttes limousines aujourd'hui et non jusqu'en 1945 tel qu'il était prévu, en y incluant une carte sur les luttes contemporaines (anti-nucléaires, anti-OGM, anti-AGCS).

IPNS : Ces cartes sont consacrées à ce que vous appelez les "micro luttes". Qu'entendez-vous par cette expression ?

Bureau d'Etudes : Les micro luttes sont ces histoires qui n'ont pas été écrites par les vainqueurs. Ce sont de petites histoires locales, des luttes singulières, dissimulées, qui existent à la base et ne cherchent pas à entrer dans les appareils, formant ainsi, en quelque sorte, le négatif du grand Etat intégré avec ses appareils de co-gestion (syndicats, grands partis), son système public-privé, sa centralisation administrative ou normative, etc.

Nous avons séparé deux cartes : les luttes à l'intérieur de l'Etat-nation, inventé en 1648 (Louis XIV) et disparaissant en 1945 (cela dit évidemment très rapidement). Et les balbutiements des nouvelles luttes dans le contexte de l'hégémonie américaine et de la reconfiguration du rapport local-global.

Permanence des résistances

Le territoire français a été conquis, morceau après morceau, par la bureaucratie de l'Etat. Les indigènes, en Limousin comme ailleurs, se sont insurgés année après année contre ce lent dressage. Contre-sociétés d'exclus, de malheureux, d'errants au XVIIIème siècle, entrevoyant des devenirs nouveaux ou s'arc-boutant pour lancer dans le futur leur passé mémorable. Loup-garous conspirant au fond des bois contre l'ordre social. Taupes humaines construisant des habitations troglodytes, des forteresses souterraines, des lieux de cultes hérétiques ou païens au dessous des campagnes, des cabanes de feuillardières, des villages.

Sabbats et hérésies, coupables de crime de lèse-majesté ou de trahison envers Dieu, ont nourris les révoltes populaires, les jacqueries paysannes, les guerres civiles ou religieuses, les premières révolutions nationales.

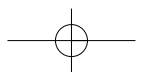
Les estomacs révoltés contre la faim ont pris d'assaut des réserves de farine. Les agents du fisc venus vampiriser les campagnes avec leurs impôts ont été chassés à coup de fourche. Puis, avec la disparition de la faim (1850), le prolétariat limougeaud s'est insurgé contre la nouvelle internationalisation de la production imposant les concentrations ouvrières et la massification de la production. Après 1950, l'ère des supermarchés, de l'électro-nucléaire et du tout-à-l'égout a suscité de nouvelles luttes...

Le dernier loup de Haute-Vienne a été tué à Sussac, à l'orée de la forêt de Chateaufort en 1923. Le dernier loup de France a été tué en Isère en 1954. Le développement durable d'une planète transformée en usine, se réalise aujourd'hui sous la volonté d'une puissance débarrassée de tous les alibis - patriotisme, raison d'Etat, service des hommes...

Pour mettre en échec cette volonté de puissance qui les nie, des individus isolés et anonymes, s'insurgent avec les exigences immédiates de leur corps, de leur âme et de leur esprit. Ils refusent de manger des machines et entreprennent de détruire préventivement les mutants qui se répandent dans la nature. Des micro guerres civiles affrontent l'Etat entreprise. Ici, les fausses menaces à l'anthrax répondent à la militarisation des médias de masse. Là, le pillage des supermarchés répondent aux nouveaux servages et les suicides d'enfants sur les voies du TGV freinent pour quelques minutes l'indifférence du progrès. Ailleurs, des individus téléguidés font exploser des bus en réponse aux faux attentats organisés par les services secrets.

Pour mettre en échec cette volonté de puissance qui les nie, il existe également des administrations territoriales qui s'insurgent contre les administrations centrales et internationales, et instaurent là où elles le peuvent des zones sans OGM ou des zones libérées de l'Accord Général sur le Commerce et les Services de l'OMC.

BUREAU D'ÉTUDES - JUIN 2004



Micro-résistances contre les mutants

RECRÉER SON AUTONOMIE
FACE AUX GRANDS APPAREILS

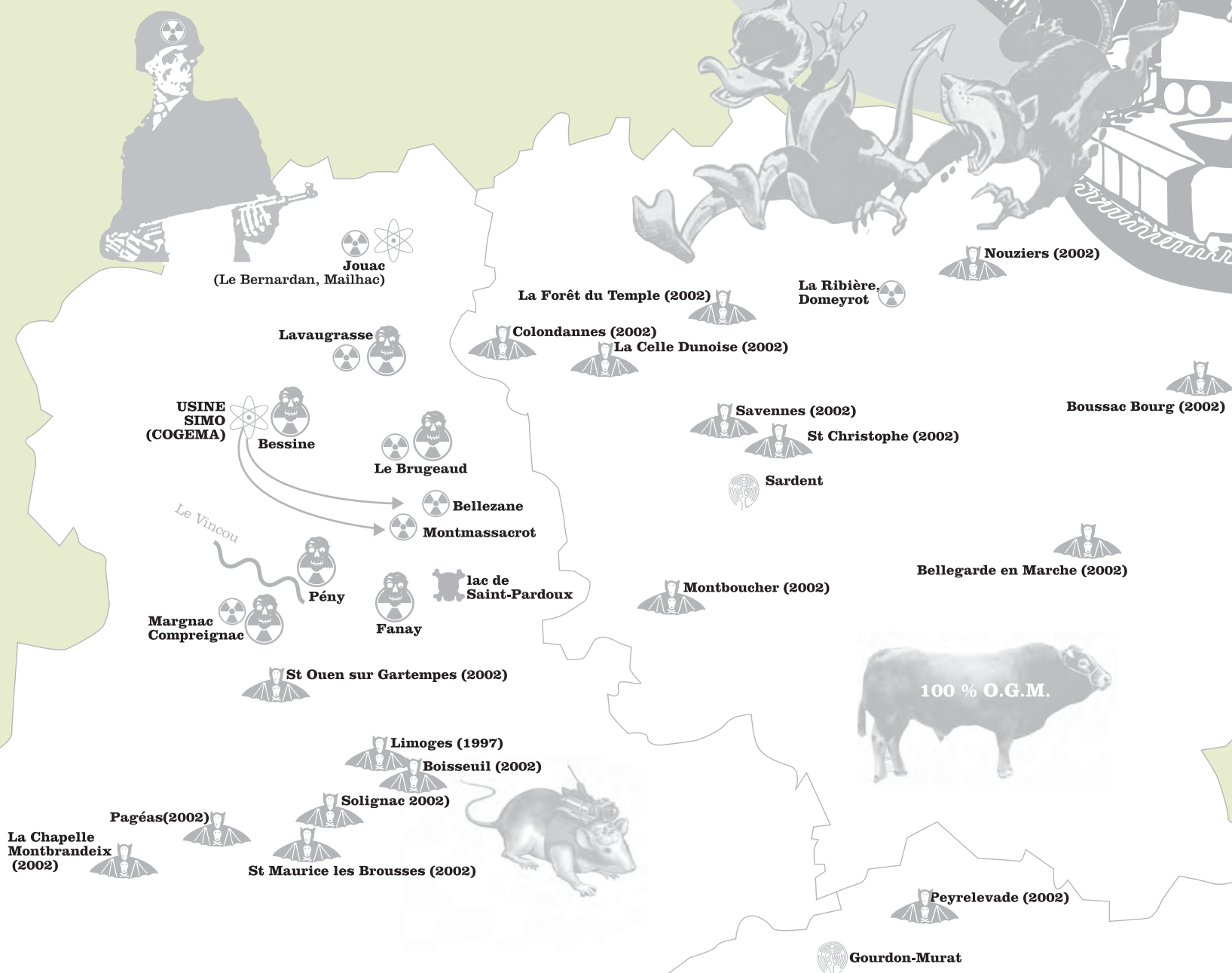


Zone hors AGCS
Zone sans OGM

CIBLES DE LUTTES



Mine d'uranium
Dépôt de résidus d'uranium
Déchets provenant d'autres sites nucléaires
Usine de traitement d'uranium
Pollution radioactive



La Ribière, Domeyrot (Creuse) au nord-est de Guéret : Des résidus de traitement sont stockés dans la mine (192 000 t sèches) et dans les stalles de lixiviation (5 000 t sèches). L'activité du radium 226 et du thorium 230 est de 1,6 TBq. (source : sources Andra 96)

Lavaugrasse : bassin de 25 ha ayant reçu les résidus de l'usine SIMO de Bessines de 1958 à 1978 : 5 700 000 t, contenant 600 t d'uranium et représentant une activité de plus de 282 000 milliards de becquerels (282 TBq) dont 141 TBq en radium 226. Renferme également 3 500 t de résidus provenant de minerais d'uranium riche (teneur de 5 % à 20 %) contenant 1 TBq de radium 226 en provenance de l'usine du Bouchet dans l'Essonne, démantelée de 1972 à 1979. Devrait être classé INB.

Le Brugeaud : ancienne mine d'uranium à ciel ouvert, l'une des plus grandes de France, ayant reçu les résidus de l'usine SIMO de Bessines, de 1978 à 1987 : 5 800 000 t contenant environ 550 t d'uranium et représentant une activité de plus de 258,2 TBq dont 129,1 TBq en radium 226. Contient également des déchets provenant de l'usine du Bouchet : 6 000 t de résidus contenant 1,7 TBq de radium 226; 16 800 t de terres et gravats contenant 0,62 TBq de radioéléments alpha; 1900 t de ferrailles contenant 0,07 TBq de radioéléments alpha. Il y a aussi 18 048 fûts arrivés de Pierrelatte (Drôme) entre 1968 et 1971 et contenant des déchets enrichis en uranium 235.

Bellezane : cette ancienne mine d'uranium à ciel ouvert reçoit les résidus de l'usine SIMO de Bessines, depuis 1988. Début 1991, ces boues représentaient 845 000 t contenant 90 t d'uranium et une activité de plus de 42 TBq, dont 21 TBq en radium 226. De plus, 1126 000 t de résidus ont été déposés de 1958 à 1986 dans certains puits et certaines galeries de la partie souterraine de la mine aux fins de remblayage. Devrait être classé INB.

Jouac : Mine à ciel ouvert à l'arrêt de Le Bernardan. Les immenses bassins entourés de digues construites avec des stériles d'une ancienne mine à ciel ouvert, contenaient, début 1991, 900 000 t de résidus provenant de l'usine de Jouac. L'activité totale était de plus de 104 TBq dont 52 TBq en radium 226. Devrait être classé INB. (source : Jacqueline Denis-Lempereur, Science & Vie n° 899 août 1992)

Montmassacrot : ancienne mine d'uranium à ciel ouvert ayant reçu les résidus de l'usine SIMO de Bessines de 1986 à 1990 : 737 000 t de résidus contenant 69 t d'uranium et représentant une activité de plus de 38 TBq dont 19 TBq en radium 226. Devrait être classé INB

TERRITOIRES NON OGM :
En France, de nombreux conseils régionaux ont pris position pour empêcher les cultures OGM sur leur territoire. Ils se déclarent symboliquement territoire non-OGM et appellent à la mobilisation des maires de leurs communes. Dès le 4 novembre 2002, les régions Aquitaine et Limousin lançaient le mouvement suivies par Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Ile-de-France, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Bourgogne, Pays-de-la-Loire et PACA. Aujourd'hui, plus de 2000 arrêtés communaux interdisant les cultures OGM sont validés en France. (www.hautesaoneagricole.com)

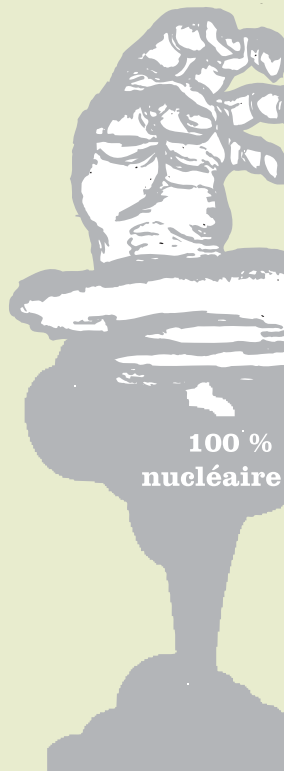
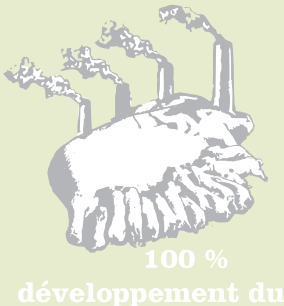
ZONES HORS AGCS :
De même que certains conseils régionaux et mairies se sont déclarés Territoire Non OGM, de même certaines communes se déclarent Zone Hors AGCS

A.G.C.S. ?
Quatre lettres qui signifient Accord Général sur le Commerce des Services. Il s'agit d'un traité international, soit un texte négocié et approuvé par plusieurs gouvernements. Cent vingt-trois pays ont signé l'AGCS. De quoi parle ce traité ? Il concerne le commerce des services. Et son objectif est de les libéraliser.

QU'EST-CE QU'UN SERVICE
On distingue trois sortes d'activités humaines : l'agriculture, l'industrie et les services, c'est-à-dire toutes les activités qui ne sont ni l'agriculture, ni l'industrie.

On a distingué 160 sortes d'activités de service différentes. Une banque, une épicerie, une boulangerie, un garage, un salon de coiffure, un café, une salle de cinéma ou de théâtre, une société d'assurances, un cabinet médical, un cabinet d'avocats, les transports en bus, en tram, en train, en bateau ou en avion, une école, un hôpital, un parc d'attraction, la distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité, du courrier, tout cela, ce sont des services. En France, 62% de la population active travaillent dans le secteur des services. Cet accord permet de libéraliser tous les services. Ce qui pose deux problèmes : Premier problème : il y a des services qui ne sont pas des activités commerciales : l'école, l'hôpital, le théâtre ou le cinéma ne sont pas des commerces. Deuxième problème : il y a des services qui doivent être fournis à tous : les transports, la poste, la distribution de l'eau, de l'électricité, du gaz, du courrier. Ce droit de tous de bénéficier de ces services, c'est ce qu'on appelle le "service universel." Mais cela coûte cher. Quand cela devient une activité strictement commerciale, la tentation est forte de ne pas dépenser plus que ce qu'on reçoit et alors, tout le monde n'est plus traité de la même manière.

C'est la raison pour laquelle tant de gens sont opposés à l'AGCS. Ils ne veulent pas que certains services qui sont destinés à permettre aux gens d'exercer leurs droits fondamentaux (le droit aux soins de santé, à l'éducation, à la culture, à un certain nombre de prestations) soient seulement accessibles à ceux qui peuvent les payer. Jusqu'il y a peu, ce sont les pouvoirs publics qui avaient la responsabilité de rendre possible l'exercice de ces droits. L'Etat, la Région le Département ou la Commune, qui percevoient des impôts à cet effet, s'en chargeaient. L'objectif de l'AGCS est d'empêcher les pouvoirs publics de continuer cette fonction afin de permettre aux firmes privées de devenir les seuls fournisseurs de services. (...) L'AGCS, dans son premier article, annonce qu'il s'applique aux "mesures des Membres". Les Membres ce sont les Etats qui font partie de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'organisation internationale qui fait appliquer l'AGCS. Les mesures, ce sont les lois, les arrêtés, les règlements, les procédures administratives qui concernent les services et qui sont appliqués au niveau de l'Etat, de la Région, de Département ou de la Commune et même aux associations lorsqu'elles sont subventionnées pour des missions d'intérêt général. (Raoul Marc JENNAIR, Chercheur, Oxfam et URFIG)



Été 2006. Le rendez-vous avec les Chemins de Rencontre, festival emblématique du territoire de Millevaches organisé depuis plusieurs années par l'association Pays Sage n'a pas eu lieu. L'absence de ce rendez-vous estival fort ne passera pas inaperçu et il nous a paru important de demander à l'équipe de Pays Sage les raisons de cette défection. Explications qui, au-delà du cas de ce festival, pose la question du financement de la culture et des multiples actions associatives.

"Chemins de rencontres"

version été 2006... reportée à 2007

Depuis un an nous avons voyagé à travers la France à la rencontre de compagnies africaines et franco-africaines de cirque, de théâtre, de musiques, de danse. Nous avons parcouru les sentiers du Plateau et imaginé la Grande traversée à pied. Dans nos villages nous avons pressenti les lieux des bivouacs, et prévu l'implantation du grand chapiteau...

Mais voilà, en février, il nous fallait prendre une décision sans avoir la certitude de rassembler les financements nécessaires. Trop d'incertitudes sur ce point. Trop de risques ! Nous avons donc joué la prudence et réorganisé son déroulement. Nous n'avions d'ailleurs guère le choix si nous voulions être à la hauteur des éditions précédentes et des attentes du public. Situation familière à beaucoup d'associations et d'organismes culturels : travailler avec des objectifs de moyen et long terme, être efficace sur le court terme, mais avec une visibilité financière en partie annuelle sur la réalisation d'événements. Il est légitime que les institutions et collectivités fassent des choix dans une réalité budgétaire contraignante. C'est même leur raison d'être. Et nous ne sommes pas du tout dans la posture infantile et capricieuse d'exiger des sous pour notre joujou ! Mais que c'est énergivore de recommencer sans cesse les démarches, les très lourds dossiers, surtout d'attendre des mois les positions des partenaires financiers alors que les engagements vis à vis des artistes, des techniciens, des imprimeurs, des communes, de la presse, doivent être pris bien avant. C'est de la haute voltige sans filet !

Il ne s'agit pas d'entrer dans le chœur des lamentations. Après tout, à nous de rassembler les fonds de roulement tampons pour tenir compte de ces réalités. Mais bon sang quel combat ! A nous de prouver tout l'intérêt de notre travail pour l'économie, le social, le culturel, les relations humaines, le territoire... Mais quelle énergie il nous faut et sur des années ! A nous aussi de chercher des synergies ! Car notre certitude est que la Montagne limousine a un besoin essentiel de ce genre de fête : liens sociaux, fierté des habitants de produire chez nous des spectacles populaires de haut niveau, de faire connaître, fréquenter et aimer notre pays. Certes le Conseil Régional du Limousin et le Conseil Général de la Creuse avaient annoncé leur soutien -confirmé depuis- comme ils l'avaient fait l'année précédente.

La version 2005 du festival avait aussi été soutenue par le Parc Naturel régional de Millevaches à travers l'opération "le Parc en fête". Mais combien d'années de preuves répétées d'efficacité pour qu'un territoire tout entier porte vraiment des réalisations si utiles pour ses habitants, pour sa notoriété, pour sa fréquentation ? Pour reprendre la belle formule de Jean Viard, les territoires les plus dynamiques sont les lieux qui sont "mis en désir". En effet l'attrait des territoires est devenu un facteur essentiel de leur vitalité du fait des liens qui existent maintenant entre attraits,

dynamique générale et créations d'entreprises. Mais comme les fonds publics sont par définition limités c'est aux responsables publics à tous les niveaux de faire des choix. Quels choix dans le domaine culturel pour la Montagne limousine et de quelle manière ? Comment sur des choix partagés entre collectivités, institutions et associations organisatrices tendre vers plus de sécurité ? Prenons aussi notre part : n'est-il pas temps d'en parler entre organisateurs pour chercher des synergies vraiment efficaces (logistique, communication, frais de personnel,...) ? Et sommes-nous mûrs pour cela ? Quelques contacts dans ce sens nous encouragent. En attendant... nous commençons les ateliers des "Chemins de rencontres" dont le déroulement se fera sur plusieurs mois jusqu'au final de juillet 2007 si, comme nous l'espérons, tout se passe bien. Se passer bien cela veut dire que sur ces deux points, l'engagement territorial et la solidarité entre organisateurs, nous avançons très concrètement dans les toutes prochaines semaines.

L'ÉQUIPE DE PAYS'SAGE



photo Estournet

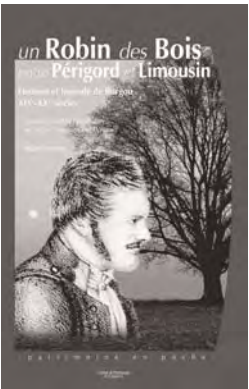
D'ici juillet 2007 l'équipe de Pays'sage produira "La saison des "Bistrots d'hiver" de décembre 2006 à mars 2007 sur toute la Montagne limousine et au-delà.

Du 9 au 15 octobre : les Saveurs d'automne

Pays Sage qui n'a pas pu nous offrir son beau rendez-vous estival des Chemins de rencontres ne décevra personne à l'automne en renouvelant son opération "Saveurs d'automne" que les amateurs connaissent bien désormais. Cette manifestation vous proposera des grands stages de cuisine, des repas champignons-foies d'automne dans les auberges du plateau, un marché des fruits d'automne, des spectacles de rue, des dégustations et un repas de haut niveau à Crocq le 15 octobre. Avis aux gastronomes !

Renseignement : Pays Sage 05 55 67 88 58

Un Robin des Bois en Limousin



Si vous avez lu attentivement en pages centrales de ce numéro d'IPNS la carte que Bureau d'Etudes a consacré aux "micro rébellions" en Limousin, vous avez peut-être remarqué qu'il y ait fait référence à la bande à Burgou. Sous le titre "Subvertir la justice de classe", les vols commis aux limites du Limousin et du Périgord au début du XIXème siècle par la bande à Burgou y sont présentés

comme "une des formes de la dissidence de la population envers les normes de l'Etat moderne". Il se trouve justement que l'historien Philippe Grandcoing vient de publier un fort joli volume sur cette histoire. Histoire ou légende ? Le sous titre de l'ouvrage laisse entendre que les deux coexistent dans cet épisode de l'histoire du brigandage en

Limousin, même si le titre opte pour la version plutôt positive de l'aventure, en faisant référence à Robin des Bois.

Pourtant Philippe Grandcoing relativise beaucoup l'image en partie reconstruite (et alimentée par Burgou lui-même) du "bandit social". La réalité historique lui paraît bien plus triviale. Cependant il explique que "l'image d'un Burgou correspondant au schéma du "bandit social", volant les riches pour donner aux pauvres et ridiculisant les représentants de l'Etat, est au cœur du processus d'appropriation par les habitants de la région de la figure du bandit local. Il faut ici abandonner la simple chronique judiciaire, oublier les discours dépréciatifs des contemporains, dépasser le constat de la délinquance révélée par les différentes instructions pour tenter de donner sens à l'histoire de Burgou". Ce que l'historien s'emploie à faire dans un chapitre intitulé : "Comprendre la bande à Burgou : une impossible quête de sens ?".

Ce qui est passionnant dans cette histoire vieille de près de 200 ans c'est la façon dont elle s'est inscrite dans la mémoire et le patrimoine local. "Que reste-t-il

donc de la bande à Burgou une fois passée au crible de la critique historique ? Peu de choses, pourrait-on croire, si l'on ne retient que la sécheresse de la prose des greffiers de justice. Pourtant, l'essentiel n'est pas dans ces liasses d'archives. Il est dans l'appropriation collective de la figure du bandit ; il est dans la construction d'une identité locale autour d'un Robin des Bois limousin". Ainsi, dans les années 1970, le journaliste Georges Chatain animant une réunion politique entend les participants lui témoigner de leur fierté d'un séculaire enracinement à gauche dont l'épisode du "bandit d'honneur" Burgou était revendiqué comme un maillon.

Un petit livre passionnant, magnifiquement illustré, qui complète l'excellente collection "Patrimoine en poche" des éditions Culture et Patrimoine en Limousin.

MICHEL LULEK

Philippe Grandcoing : "Un Robin des Bois entre Périgord et Limousin. Histoire et légende de Burgou, XIXe-XXe siècles". Editions Culture et Patrimoine en Limousin. 21 euros.



Il y a 20 ans naissait Télé Millevaches. Un anniversaire que l'association fêtera dignement les 29 et 30 septembre prochains. Un livre sortira à cette occasion qui racontera l'histoire de cette télévision locale dont la notoriété a largement dépassé les limites de notre petit plateau. Nous en publions ici un extrait qui présente la figure de Charles Rousseau. Prêtre à Peyrelevade de 1983 jusqu'à sa mort en 1988, il fut à l'origine de deux associations qui demeurent aujourd'hui parmi les plus actives et dynamiques de notre territoire : Les Plateaux Limousins et Télé Millevaches. Regard sur la "préhistoire" de la petite télé du plateau.

Charles Rousseau n'est pas un curé comme les autres. Le plateau a touché là un énergumène qui au sein même de son église fait figure de marginal et qui ne correspond pas à l'image passée et vaguement décolorée que bigotes ou Parisiens en vacances attendent du curé de campagne. A peine installé à Peyrelevade, Charles prend ses distances et refuse par exemple de procéder à la traditionnelle "bénédictio des chiens" de la Saint Hubert à la Chapelle du Rat. "D'accord pour la messe, mais pas pour jouer du goupillon avec les chiens !" proclame-t-il catégorique aux originaires du pays, un peu déçus de ne plus y retrouver lors de leurs retours estivaux le charme désuet de cette geste folklorique. Leurs plaintes arriveront jusqu'à l'oreille complaisante d'une ethnologue¹ qui communiera dans la réprobation : "Les prêtres de la Mission de France veulent confier à la politique le rôle d'entraîneur de la société rurale (...) Ils répudient tout appareil et bannissent le faste. Ils ont même supprimé les aubes (...) Ils sont plus tentés de travailler de leurs mains que de secourir les agonisants (...) Ils se sont efforcés de vider la religion de la dimension du sacré et des esprits" et elle ne cache pas son aigreur en parlant d' "un clergé qui ne comprend pas ses ouailles" ou de "l'attitude restrictive des "animateurs liturgiques" qui fait maugréer quelques paroissiens : "Monsieur le Curé, vous êtes moins croyant que nous !"

C'est que le plateau a changé et qu'il n'est plus le reliquaire statique d'une ruralité de toujours que le citadin ou l'ethnologue épisodiquement de retour au pays aimeraient retrouver chloroformée entre souvenirs d'enfance et schémas anthropologiques. Le plateau a changé, et surtout il doit continuer à changer, c'est-à-dire, dans l'esprit volontariste du "curé de Peyrelevade", chercher ses nouvelles vocations dans un monde mouvementé qui le cantonnera dans un rôle ou des fonctions non choisies s'il ne prend pas lui-même en main son devenir. C'est là sa profession de foi dans le territoire, une profession de foi qu'il partage avec de jeunes élus issus ou proches de la mouvance néorurale comme Bernard Coutaud, maire de Peyrelevade, François Chatoux, maire de

premières lorsqu'il centre la fête de 1983 sur les entreprises de transformation. C'est lui encore qui sent venir l'ère des "nouvelles technologies de l'information" lorsqu'il organise sur le thème de la communication la fête de 1986 (l'année même de la création de Télé Millevaches).

Etudiant l'implantation au XIX^{ème} siècle des lignes de chemin de fer en Limousin, il a été frappé des réactions contradictoires des communes et s'est aperçu que la région aurait alors bien pu passer à côté de cette innovation technologique majeure. Il voit pointer un risque similaire avec ces nouveaux outils en "ique" dont on dit qu'ils seront à la révolution informatique du XX^{ème} siècle finissant, ce que les trains furent à la révolution industrielle. Il veut attirer l'attention de ses concitoyens sur ce nouvel enjeu et, du ton légèrement prophétique qu'il lui prenait parfois d'affecter, il n'hésite pas à appeler à la mobilisation populaire :

"Des fêtes comme ça, apparemment, ce sont des fêtes pour rien. Ce sont des fêtes gratuites en quelque sorte, puisqu'elles ne sont pas payantes et qu'on ne peut pas dire que ce sont des fêtes rentables ! Alors on peut nous dire : c'est de l'argent fichu par les fenêtres ! A quoi bon ? Et bien nous, ce n'est pas du tout comme ça que nous voyons les choses.

Qu'une information sur les atouts de l'avenir se passe dans un contexte comme celui-ci, où l'on n'est pas chacun chez soi mais où on est ensemble dans une fête qui est quand même une fête d'espérance, nous paraît être un facteur tout à fait important pour un processus de développement.

Ce n'est pas le tout d'avoir des programmes, ce n'est pas le tout d'avoir des gens qui font des projets, il faut qu'il y ait un peuple qui se lève, il faut qu'il y ait une conscience commune qui se fasse et de ce point de vue, la fête des Plateaux, elle a contribué à cela"

Aux origines de Télé Millevaches : UN CURÉ AGITATEUR

Faux la Montagne ou Pierre Desrozier, maire de Gentioux. Les trois jeunes maires se connaissent, s'apprécient. Deux d'entre eux adhèrent à un Parti Socialiste qui, à l'époque, pouvait encore faire rêver (le troisième les suivra quelques années plus tard) et décident de s'unir au sein d'une intercommunalité qui leur paraît la seule issue pour le développement de leurs communes respectives. Un sociologue² de la même génération précise : "Sur le plateau, au centre du Limousin, à Faux la Montagne, Peyrelevade et Gentioux, François Chatoux, Bernard Coutaud et Pierre Desrozier mettent en œuvre certaines des idées formulées pendant les années soixante-dix. Celles-ci avaient constitué la figure utopique de la recherche d'alternatives à la crise des outils de régulation macro-économique et macro-sociale. A l'épreuve du réel, il s'avère qu'une partie des solutions à cette crise passe par des voies locales"

C'est aussi ce que pense et veut faire Charles Rousseau. Au sein de son église, il explique, répète, démontre, proclame que les chrétiens ne peuvent plus vivre leur foi - ni les curés leur sacerdoce - comme ils l'ont vécu depuis bientôt 2000 ans. Aux catholiques du plateau, éparpillés et disséminés, il propose de nouvelles formes d'engagement et, dans la logique des prêtres de la Mission de France, il insiste particulièrement sur l'ouverture au monde, aux gens et au pays dans lequel ils vivent. En aucun cas il ne s'imaginer enfermé dans sa sacristie.

En 1974 il crée avec quelques autres membres de la communauté chrétienne l'association "Les Plateaux Limousins", acquiert une maison et une petite grange au Villard, sur la commune de Royère de Vassivière, et entreprend d'y créer un lieu de rencontre et d'échanges. La petite équipe y construit des gîtes, y organise des débats et y lance la première des "fêtes des Plateaux" qui, de 1978 à 1986, deviendront chaque dernier week-end de septembre, le rendez-vous obligé de tous ceux qui se reconnaissent acteurs de la vie du pays.

Charles Rousseau n'a pas oublié ses anciennes leçons de sociologie et de statistique. Il les ressort à l'occasion de la fête des Plateaux qui se décline chaque année sur un thème différent : l'agriculture, la forêt, les énergies, la vie associative, etc. Pendant l'hiver, le curé explore bibliothèques, revues, archives et administrations pour dresser le panorama argumenté et illustré du thème de l'année. Il transforme le tout en exposition qui sert ensuite de support aux débats organisés dans le cadre festif du rendez-vous de septembre. Entre flonflons et grillades, musique et jeux pour enfants, dans une ambiance hybride de kermesse et d'université d'été, on débat de ce qu'est et de ce que sera le plateau de Millevaches.

C'est Charles Rousseau qui lancera le premier le slogan "Mille sources, mille ressources". C'est lui qui montrera, chiffres à l'appui, le dynamisme associatif du territoire. C'est lui qui pointera le risque de réduire le plateau au seul rôle de fournisseur de matières



Laurent Vanhelle

Charles Rousseau a alors 63 ans. Se sait-il déjà atteint du cancer qui l'emportera deux ans plus tard ? Sent-il s'effriter le dynamisme de son association après douze ans d'actifs défrichements ? Ou pense-t-il toucher aux limites d'une fête dont l'envergure commence à dépasser les forces du noyau actif des Plateaux Limousins ? Il cherche à passer le flambeau à des bras plus solides, et l'initiative perdurera en effet quelques années sous la houlette du Bureau d'accueil de la Montagne limousine (une structure rassemblant des élus qui sera à l'origine de la relance du projet de parc naturel régional dans les années suivantes).

Mais Charles Rousseau pense aussi qu'un rendez-vous annuel reste insuffisant pour qu'un territoire s'interroge sur les enjeux de son avenir. Il voudrait créer un outil plus performatif, qui intervienne de façon régulière et plus fréquente dans le débat public, un outil qui soit accessible au plus grand nombre, qui puisse demeurer facteur de vulgarisation, de débat et de prise de parole. Bref, inventer une "fête des Plateaux" qui s'étale sur toute l'année en touchant une population plus large et qui, sous d'autres formes, poursuive l'agitation citoyenne et territoriale qu'il animait depuis huit ans avec ses fêtes.

Il a entendu parler de ces toutes premières équipes qui en différents endroits de France ont commencé à utiliser les nouveaux outils de communication sur leurs territoires. Il a quelque lien avec Paul Houée (un autre curé agitateur) qui dans le pays de Mené, en Bretagne, développe des projets faisant appel à l'informatique ou à la télématique. Il a repéré quelques expériences pionnières du côté de la Franche-Comté (Télé Saugeais) ou des Alpes (avec l'association d'animation du Beaufortain) qui se sont saisies de la vidéo comme support de communication locale. Il y perçoit la conjonction d'une démarche politique, d'une appropriation citoyenne de moyens techniques et d'une approche résolument moderniste des évolutions du monde rural. Il sait que ce dernier n'est plus ce qu'il était il y a seulement vingt ans et qu'il ne sera plus, dans vingt ans, ce qu'il est encore aujourd'hui. Il veut poursuivre le pari, pris en 1974 avec la création des Plateaux Limousins, que ces évolutions peuvent être maîtrisées, choisies et décidées par les populations qu'elles concernent. C'est dans ce contexte que l'idée de réaliser sur le plateau un "journal vidéo" lui vient à l'esprit. Ainsi naîtra en 1986 Télé Millevaches.

MICHEL LULEK

Ce texte est extrait du livre "Télé Millevaches, la télévision qui se mêle de ceux qui la regardent" à paraître en septembre 2006 pour les vingt ans de Télé Millevaches aux éditions REPAS.

¹Anne Stamm *L'échange et l'honneur, une société rurale en Haute-Corrèze*, Société d'ethnologie du Limousin et de la Marche, Limoges 1983.

²Pierre Maclouf et Xavier Lambours *Figures du Limousin*, page 96. Ed. Herscher/Lucien Souny, Limoges, 1986.

Un appel des médias libres vient d'être lancé revendiquant pour le "tiers secteur" des médias la possibilité d'exister et de se développer. Télé Millevaches comme IPNS font partie des nombreux signataires de ce texte rédigé en vue des Etats généraux des médias libres qui se tiendront à Paris fin septembre 2006. Nous en publions ici le texte.

MÉDIAS DU TIERS SECTEUR

APPEL DE MARSEILLE le 8 mai 2006

Les "Rencontres de Marseille des médias associatifs et indépendants" ont réuni près de 150 médias français, du 5 au 8 mai 2006, en présence d'une vingtaine de représentants de médias européens et internationaux de même nature qui se développent dans le monde entier, et de représentants des " Rencontres de Grenoble des médias alternatifs de la région Rhône-Alpes " (22 avril 2006).

Les " Rencontres de Marseille " ont permis de dresser le constat suivant : à côté des secteurs privé et public, il existe un vaste tiers secteur des médias constitué d'une multitude de médias non alignés, à but non lucratif, indépendants des pouvoirs publics, des puissances financières, des partis politiques et des obédiences confessionnelles. Que ce soit dans l'univers de la radio, de la télévision, de l'internet ou de la presse écrite, les Médias du Tiers Secteur sont porteurs d'une même exigence de liberté d'expression, d'information et de création. Associatifs, coopératifs ou mutualistes, ils se définissent selon les cas comme des médias démocratiques, alternatifs, participatifs, libres, solidaires et/ou citoyens. La diversité assumée de leurs objectifs, de leurs contenus, de leur fonctionnement, de leur mode et de leur zone de diffusion, de leurs approches du local et de la proximité en résonance avec le niveau planétaire, et de leur rapport à leur public, participe de la richesse même de ce tiers secteur des médias.

LES MÉDIAS DU TIERS SECTEUR : DES ACTEURS ESSENTIELS DE LA VIE DÉMOCRATIQUE

Les Médias du Tiers Secteur sont des outils irremplaçables au service de la démocratie participative, de la solidarité sociale et territoriale, et du débat d'idées. Ils se revendiquent du droit des citoyens à l'information, à la culture, à la libre expression et à la critique. Ils sont un antidote nécessaire à la pensée dominante assénée par les grands médias, au formatage des identités et des esprits, à la marchandisation de l'information et de la culture. Face à la concentration des médias entre les mains de quelques grands groupes financiers, ils inscrivent leur engagement dans le processus plus large des " Etats Généraux pour une information et des médias pluralistes ". Ils contribuent ainsi à la transformation de l'ensemble du paysage médiatique, par une appropriation démocratique de son devenir. Et ils proclament, comme beaucoup d'autres, que l'information et la culture doivent redevenir des biens publics, ce qui passe notamment par la refondation du service public.

PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE LA CHARTE DES MÉDIAS DU TIERS SECTEUR

Les Médias du Tiers Secteur partagent les mêmes valeurs essentielles : ils sont indépendants, laïques, pluriels, à but non lucratif et respectueux de la déontologie du journalisme, ainsi que des droits des créateurs. Ils considèrent que leur public est composé de citoyens actifs et non pas de consommateurs passifs. Leur gestion est démocratique et fondée sur les valeurs associatives. Ils sont ouverts, participatifs, constructifs et transparents. Ils explorent de nouveaux dispositifs au service de l'expression populaire directe. Ils favorisent l'esprit critique vis-

à-vis de toutes les formes de domination. Ils défendent et pratiquent l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Ils sont soucieux de la lutte contre toutes les formes d'exclusion et de discrimination. Ils sont attentifs à la promotion des identités culturelles dans toute leur diversité, des droits de l'être humain et de tout ce qui contribue à un monde plus solidaire, plus juste et plus respectueux de l'environnement. Tournant le dos à toutes les pratiques concurrentielles, ils aspirent à travailler ensemble, dans la coopération et la complémentarité, en s'organisant en réseaux transversaux pour créer les indispensables synergies et solidarités locales, régionales, nationales, européennes et internationales.

POUR LA CRÉATION D'UNE COORDINATION DES MÉDIAS DU TIERS SECTEUR

Les participants aux " Rencontres de Marseille des médias associatifs et indépendants " lancent un appel à la création d'une Coordination des médias du tiers secteur. Cette Coordination permettra de poursuivre et d'élargir les échanges, le débat et le combat commun pour que les Médias du Tiers Secteur soient reconnus par les pouvoirs publics et pour qu'ils disposent du cadre juridique, des moyens financiers et des espaces de diffusion nécessaires à la réalisation de leurs missions informatives, sociales et culturelles d'intérêt public. Les participants aux Rencontres de Marseille entendent œuvrer à la création de cette coordination lors de la session nationale des Etats Généraux pour une information et des médias pluralistes, en octobre 2006, après que l'ensemble des Médias du Tiers Secteur auront pris connaissance de cet Appel, l'aient discuté, amendé et enrichi, et se seront déterminés quant à leur participation. Par ailleurs, les participants aux Rencontres de Marseille s'engagent à prendre contact avec les structures de coordination similaires existant en Europe et sur les autres continents, afin d'organiser avec elles les solidarités, les résistances et les échanges entre les Médias du Tiers Secteur existants ou naissants au niveau international. Enfin, les participants entendent interpellier les syndicats, les associations d'éducation populaire et les organisations politiques, afin qu'ils s'emparent de la question des médias comme d'un enjeu politique central.

A la suite de cet appel, les signataires ont élaboré une liste des principales revendications en faveur des médias du tiers secteur. Parmi celle-ci, l'élaboration d'une loi contre la concentration des médias, une réforme du CSA pour qu'il devienne représentatif de l'ensemble de la société. Pour les télévisions il est demandé l'instauration d'un Fonds de soutien aux télévisions associatives sur le modèle de ce qui existe pour les radios ou des appels à candidature du CSA réservés aux télévisions indépendantes. Pour la presse écrite des aides spécifiques à la diffusion, l'extension et la reventilation des aides publiques à la presse, l'incitation des bibliothèques et centre des documentations à diversifier leur offre, création de Maisons citoyennes de l'information et de la création, etc.

Pour avoir la liste précise de toutes les revendications, aller sur le site : <http://www.etats-generaux-medias.org>

20 ans à
partager
28, 29 et 30
septembre
2006

Pour fêter ses vingt ans Télé Millevaches organise une fête à la fois studieuse et joyeuse qui trois jours durant offrira rencontres avec d'autres télévisions associatives, débats, concerts et soirée anniversaire avec enregistrement en direct depuis Faux la Montagne du numéro d'octobre du Magazine du plateau. Invités de ces trois jours, trois territoires et leurs téléés seront au cœur d'une rencontre des territoires : le Pays Basque intérieur et sa télé "Aldudarrak Bidéo", le Trégor Goëlo avec "Trégor Vidéo", le PNR de la Brenne et bien sûr le plateau et Télé Millevaches. Voici les grandes lignes d'un programme où chacun devrait y trouver son compte.

Jeudi 28 et **ven**dredi 29 **septembre** : Séminaire de la Fédération Nationale des Vidéos de Pays et des Quartiers à Eymoutiers au centre de vacances du Buchou. Ateliers et table ronde sur le thème des télévisions participatives.

Jeudi 28 à 21h au **cinéma d'Eymoutiers** : Projection du documentaire de Dominique Garing : "La télé brouette", sur l'histoire de Télé Saugeais, pionnière des téléés associatives en France.

Vendredi 29 à 21h à **Faux la Montagne**, sous chapiteau, plateau télé des 20 ans enregistré en public et en direct.

Samedi 30 de 10h à 12h30, ateliers forum aux quatre coins du plateau :

A Chamberet (salle polyvalente) : un territoire peut-il vivre sans identité culturelle ?

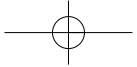
A Meymac (école forestière) : Ni vu, ni lu, ni entendu : où sont les jeunes ? Leurs lieux et leurs expressions sur le plateau.

A Royère (à l'Atelier) : Médias : quels relais d'informations et de débats sur le plateau ?

A Eymoutiers (Espace Rebeyrolle) : Nos médias permettent-ils de réduire la distance entre l'artiste, l'œuvre et le spectateur ?

Samedi 30 à partir de 15h à Faux la Montagne : "Faîtes de la télé", pique nique géant et le soir Concerts sous chapiteau avec un groupe basque "Patxi Perez" et un big bang peu ordinaire composé de sept bombardes, cinq cuivres, deux claviers, deux guitares, venu de Bretagne : les Trompettes du Mozambique.

Tous renseignements sur le site de Télé Millevaches : <http://telemillevaches.free.fr>



Deux heures



Heureux amateurs de polar ! Serge Vacher, animateur de la revue "la Vache qui lit" (voir IPNS n°8) nous propose pour l'été une nouvelle inspirée par un voyage qu'il a fait en Martinique. Nouvelle noire, bien sûr...

Marco traversa la place écrasée de soleil et enjamba un petit muret d'une cinquantaine de centimètres. Une allée pavée de carreaux un peu disjointes le conduisit derrière un bâtiment blanc qui l'isola immédiatement du brouhaha de "l'en-ville". Dans les rues étroites, ce n'étaient que klaxons rageurs, vociférations et altercations colorées et coléreuses. On restructurait entièrement le centre. La municipalité avait décidé de construire un mur le long de la mer qui protégerait les commerces des menaces cycloniques. En effet, chaque cyclone déversait des tonnes d'eau salée sur les trottoirs de Sainte-Anne au grand dam des limitrophes. On avait même vu, en 1987, l'eau venir lécher les premières marches du parvis de l'église, au pied du Morne du Calvaire.

Tous n'étaient pas d'accord. Certains disaient que ce mur de béton disgracieux allait dénaturer complètement la plage qui longeait le bourg et que les commerçants, les restaurants y perdraient en qualité de vie, si l'on peut dire, en tout cas en beauté du site. Tout ça pour un cyclone tous les deux ans ! Pierre-Louison, le patron de l'Epi-Soleil, était de ceux-là. Mais au fond, il s'en foutait un peu.

Marco jeta un coup d'oeil à sa montre. Dix heures. Il longea le bar pour retrouver sa place habituelle. Voilà près d'un mois qu'il s'asseyait sur la même chaise de plastique blanc, devant la même table du même plastique blanc, celui de n'importe quel salon de jardin. En fait depuis la fin de la saison d'hiver du Club Méd', un kilomètre plus loin sur la plage de sable fin. Marco y avait gentiment organisé tout pour les belles femmes plus ou moins seules qui étaient venues chercher sea, sun and sexe. Il avait donné quelques mois, et reçu en échange un pactole qui lui permettait de voir venir. La Martinique est belle quand on y farniente à loisir.

Il se donnait un an, gîte et couvert inclus. Il logeait sur le Morne Anoli, à cinq cents mètres du centre bourg, dans un chalet bois qu'il avait pour mission de retaper pour le compte de Louis Amburgeat, "métro" fatigué de Bourges qui avait l'intention de venir passer sa retraite ici. Logement gratuit pour Marco contre quelques travaux. Le deal lui convenait parfaitement. D'autant plus que les travaux, depuis un mois, avaient bien avancé, plus vite que ceux de l'en-ville. Ils étaient pour ainsi dire terminés. Il avait l'autorisation de plonger à sa convenance dans le congélateur riche en viandes et poissons divers. "Mais si, mais si, avait insisté Louis. J'aime pas garder les trucs trop longtemps. Te prive pas !"

Marco fit signe à Pierre-Louison. Le bistroman ouvrit la porte d'un frigo, en sortit une bière "Lorraine" suante, la décapsula et s'approcha nonchalamment.
- Salut, dit-il en posant la bière et un verre sur la table.
- Salut. T'as le journal ?
- Pas encore. Dans un quart d'heure, il passe le facteur.
- Tant pis, soupira Marco. Il tendit deux euros.
L'autre prit la pièce ...
- T'inquiète. Dès qu'il arrive, il est pour toi. Moi, j'aurai toute la journée pour le lire.
... puis retourna à son poste.
Marco, satisfait, se carra dans son siège et s'autorisa, comme tous les matins, une séance contemplative.

Il avait plu en début de matinée. Une pluie torrentielle qui avait duré à peine dix minutes, mais qui avait tout lavé. Malgré la protection des tôles, les carreaux blancs au bord de la terrasse étaient encore trempés de l'averse. Pierre-Louison n'avait pas pris la peine de passer la serpillière. Pour quoi faire ? La chaleur aurait séché le sol avant midi. Les quelques mètres de sable n'avaient pas souffert de la pluie et la mer, bleue, verte, miroitait jusqu'à l'horizon pour le plus grand plaisir de Marco. Les bateaux étaient posés, tant les fins voiliers qui se profilaient à quelques encablures que les petits caiques multicolores des pêcheurs arrimés dans la rade. Au bout de l'abri, à une centaine de mètres, un ponton de bois attendait ceux qui avaient quelques poissons, des caisses de légumes ou de charbon à débarquer. Tout ça respirait la tranquillité et Marco se sentit bien. Il lécha la dernière goutte de bière et leva la bouteille vide en tournant la tête, signifiant par là qu'il voulait qu'on lui remette ça. Mais Pierre-Louison n'était pas attentif.

Pierre-Louison rêvait. Toujours le même rêve. C'était une maison en dur sur le Morne Pichevin, près de l'Anse du Four, à l'Ouest de l'île. Cette baraque était magnifique. A flanc de la colline, elle surplombait le village et du balcon, on avait une vue splendide sur les Caraïbes. Il cligna des yeux, remarqua enfin le geste de Marco, accéda à sa demande et revint à sa place derrière le petit bar. Il pouvait en toute tranquillité revenir à son rêve perdu.

La maison était blanche et Léonora souriait, allongée sur un transat d'osier posé sur la terrasse. Baignée de soleil, en string, elle semblait n'être là que pour lui qui, une fourche à la main longeait la propriété. Au loin, l'eau lançait mille feux. Pierre-Louison transpirait. Était-ce le poids des herbes sèches qu'il rassemblait ? Était-ce la vue de cette magnifique sirène blonde qui l'ignorait superbement et qui glissait lascivement vers un sommeil tranquille ? Pierre-Louison fut une nouvelle fois ramené au bar par la venue d'un clille.

- Le bonjour, Pierre-Louison. Donne moi un Tiponch, s'il te plaît.
- Le bonjour, Hyppolite, grogna le bistroman. Trouve ta place, j'arrive.
Les mains disparurent derrière la planche épaisse du bar pour farfouiller sur une étagère. Il y trouva ce qu'il cherchait. D'abord, s'éloigner du rêve. Il empoigna la bouteille de Clan Campbell et se servit dans son verre, qu'il ne lavait jamais, une dose maxi de liquide ambré. Il avala le tout d'une seule lampée qu'il fit passer d'un grand verre d'eau. Puis il s'occupa du clille : le rhum, l'eau, un citron vert, le bol de sucre roux, le couteau Chien, un verre. Il ramassa tout ça et alla le poser sur la table du type assoiffé. Enfin, il rejoignit sa place et les mains disparurent à nouveau derrière la planche épaisse.

Hyppolite-le-légionnaire parlait :
- Et alors, qu'est-ce que tu crois ? Je vais pas laisser ces salopards me bouffer la vie !
Il empoigna son verre, y fit basculer un soupçon de sucre, puis il coupa une petite languette de citron et la pressa sur le sucre pour en extraire le jus. Il balança enfin le bout de citron dans le verre et reprit sa harangue :
- Tu me regardes, toi ? Il fixait un oisillon posé sur une table de plastique en face de lui qui picorait une miette d'accras. Qu'est-ce que tu crois ? Je te vois bien faire. Ça commence comme ça et ça finit qu'on y peut plus rien.
Il s'empara de la bouteille de rhum, du Trois Rivières, et remplit le verre à moitié. Puis, cul sec, il bascula.

Marco avait entendu les paroles du vieux mais n'avait pas bougé. Rien qu'un bonhomme en proie à ses démons qui émergeaient du rhum blanc. Il lui restait la moitié de sa bière.
Le piaf qui avait énervé Hyppolite s'envola et se perdit au dessus des tôles, hors de sa vue. Au loin, un catamaran glissait vers Sainte-Anne. Ses voiles gonflées le portaient, laissant un sillage blanc. "Un bateau de location" se dit Marco. Il but une gorgée de bière encore fraîche. Le voilier finit par approcher de l'abri assez près pour que Marco pût distinguer, à bord, deux silhouettes qui s'agitaient sur le pont. Leur hâte semblait incongrue dans cet univers si paisible et si beau. Marco finit par comprendre qu'ils se préparaient à jeter l'ancre au milieu de la baie. Effectivement, les voiles s'affaîèrent et le bateau s'immobilisa pour se poser dans le décor lumineux. Satisfait, Marco se préoccupa de son environnement proche. Hyppolite s'était resservi.

Un bras sur la table, l'autre en l'air :
"Je laisserai jamais faire ces saloplots. Y m'ont ramené chez moi presque mort. Je pouvais plus manger, y m'ont brûlé l'estomo ! Je pouvais plus boire, y m'ont percé les boyaux ! Plus pisser, m'ont crevé la vessie ! Plus chier, m'ont bouché le trou du cul ! Plus bander, m'ont coupé le zizi. Je suis mort. Qu'est-ce tu crois, hein ? Que je vais me laisser faire ? Et ma femme ? Pff ! Comme les aut'. M'a laissé tomber comme une vieille chaussette. Y ont tué tout le monde et maintenant, je me ramène au pays et j'ai plus rien. C'est quoi, ça ?"
Il se refit le cérémonial du Tiponch et se l'envoya à nouveau.
- Fais attention à toi, Hyppolite. Tu sais bien dans quel état ça te met, le rhum, conseilla Pierre-Louison.

Le bistroman se tut, jugeant que les soucis d'Hyppolite ne valaient pas plus que ça de sa part. Les mains disparurent derrière la grosse planche de bois dur. Elle s'emparèrent de la bouteille de scotch et du verre sale.
La grande maison et la femme blanche réapparurent, perchées sur le Morne Pichevin, surplombant l'Anse du Four. D'une démarche un peu dolente, celle que l'on attend d'un jardinier noir et feignant, il s'approcha de la terrasse baignée de soleil. Sa peau sombre luisait et la sueur lui piquait les yeux. Lorsqu'il constata que Léonora dormait, il jeta la fourche au loin, dans l'herbe près de la brouette et posa le pied sur le carrelage.
Il était maintenant tout près d'elle. Il pouvait distinguer le grain de sa peau fine légèrement hâlée, sentir son parfum suave. Il écoutait le souffle léger ponctué quelquefois d'un ronflement doux qui faisait battre son coeur en chamade, de peur qu'elle ne se réveille. Peur de l'arrivée d'un importun, peur d'une mouche qui se poserait sur le coin de sa bouche, peur du vent léger. Quelques cordes pincées le ramenèrent à la raison.

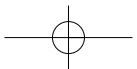
Marco entendit lui aussi la mélodie. Une guitare égrenait ses accords et le niveau de la bière baissait dans la bouteille. Il ne jugea pas utile de déranger Pierre-Louison. Il

restait encore quelques gorgées.
Une petite embarcation à moteur s'éloignait du grand catamaran. Les deux passagers avaient sorti une annexe et se dirigeaient vers le ponton de bois. Sur le quai, quatre types qu'il connaissait déjà regardaient la barque approcher. Pêcheurs à l'occasion, vendeurs d'herbe surtout, ils avaient plus d'une fois interpellé Marco en lui montrant un sachet gonflé. "Goûte, mon pote et donne moi dix euros. Je t'envoie au ciel pour dix jours. Vingt euros, c'est vingt jours de bonheur pour toi, mon pote." Mais il avait toujours refusé jusque là.
Derrière lui, de l'autre côté du muret, la guitare balançait en l'air ses notes sucrées. "Cordes nylon." se dit Marco. La mélodie était très douce et se fondait harmonieusement au décor léger. Même Hyppolite se tut.

Distrait un instant par la musique, il reprit sa harangue.
- Et alors ! Qu'est-ce tu crois, patron de mes deux ? Suis pas cap de tenir quelques tiponch ? Tu m'as pas regardé ?
Hyppolite avait les yeux braqués sur le tronc d'un cocotier qui soutenait le toit de la terrasse. Il lançait un bras maigre dans les airs, menace dérisoire.
- Des pleins seaux, j'en ai bu. L'était pas blanc, l'était marron et sec. Putain, c'était pas du rhum, du youki c'était. C'est ça qu'on sifflait, les copains. Où t'étais toi ? T'étais planqué, Mmm ?
Il bascula et remplit à nouveau. Du rhum sec.
- Ca se trouve, c'est toi qui l'a embarquée Marie-Suzon, Hmm ?
Il avançait le menton, lançait le poing et reprenait :
- Mais m'en fous, maintenant. Suis mort. Pas que moi. Plein ! Tu les connais, toi, les Africons ?
Le tronc ne répondit pas.
- Ils sont tout petits, tout noirs et tout morts. Les toutous, les toussis. Tous ! Des tas de morts par terre, partout ! Hé, hé, ça t'en bouche un coin ? ! Mmm ? Plus chaud qu'ici. C'était tout jaune, noir et rouge. Et ça puait ! Merde ! Le grand solide, y disait : "Allez, des trous, c'est pour les africons. Très cons. Les africons, tu connais ? C'est pas ici, c'est loin. C'est de l'autre côté. Faut un gros bateau pour y aller. Arrête, c'est de là que je viens. Chais pas si sont tous cons. Mais sont tous mort ! Les toutous, les toussis, tous ! J'y connais rien.
Il bascula.
- Ca suffit, maintenant, Hyppolite. Tu te fais du mal. sermonna Pierre-Louison.
Il écarta pour un moment le rhum de la table du clille. Se resservit un verre de whisky qu'il épongea.

Allongée, offerte sur le transat, Léonora dormait toujours. Il osa faire ce qu'il n'aurait pas dû. Tout proche de la femme blanche dans la lumière blanche, il avança une main pour effleurer ses cheveux blonds. "Putain, c'est quoi les blés ?" pensa-t-il.
Les cheveux glissaient entre ses doigts tremblants. Il fit doucement mousser la chevelure. Où étaient-ils tous ? Comment se faisait-il que Léonora fût seule en ce moment sur cette terrasse brûlée de soleil ?
Il supposa que la kermesse à Saint-Luce n'était pas encore terminée, que Léonora n'avait pas voulu aller traîner dans les souks du coin, qu'elle avait préféré se la jouer cool sur une terrasse sans soucis. C'était certainement cela.
Il laissa glisser le dos de sa main sur la peau tiède. La bouteille crissa contre le menton mal rasé de Marco. Elle était vide.
La Lorraine arriva avant qu'il eût à dire quoi que ce soit. Il avait souvent vu les quatre types traîner autour du Club Méd'. Tu parles : une clientèle facile à harponner dans un décor de rêve. Il laissait faire. Il fallait bien que le commerce local tourne un peu. Ils avaient apprécié. Une certaine complicité était née entre eux, mais Marco n'essaya pas d'aller plus loin. Correct, mais distant. Les bras chargés de caisses, les types disparurent de son champ de vision, planqués par les murs de la petite halle à poissons. Sur un air swinguant mi bossa, mi calypso, la guitare continuait son petit concert mélancolique. Les cordes doucement frottées maintenant du gras du pouce, Marco en était sûr, soufflaient accord sur accord dans cette matinée, calme comme toutes, presque passée.
Marco versa la bière dans son verre.

Pierre-Louison regardait maintenant Hyppolite-le-légionnaire sourcils froncés. Ça allait recommencer comme chaque fois que l'autre venait se déchirer au rhum.
- Pierre-Louison ! Le ton était fort, les yeux pleins de larmes. Ramène cette bouteille mwen. Que j'remplisse mon verre à la santé des p'tis africons tous morts.
- Arrête, Hyppolite, dit le bistroman en ramenant le matos à la table.
- Arrête quoi ? Tu m'aurais vu, avec la casquette toute bleue des soldats d'la paix ! Les salopards ! Mont bien baisé !
Fallait labourer la terre pleine de sang tout rouge, recouvrir de chaux, et retourner tout ça à la pelle bêche ! Houuu ! Ca fait mal au dos, mon gars. Alors j'avait le youki tout plein de bouteilles pleines. Couleur rhum vieux, mais plus sec, pas sucré, goût de dégueulis. On dégueulait en rigolant. A dix heures, une bouteille ; à midi, une bouteille, à quatre heures, une bouteille ;



et une autre le soir pour faire jusqu'à demain ! Et on rigolait, on tournait la viande sous la terre avec les pelles. Et on dégueulait tout le youki. Houuu!
- Arrête, Hyppolite. Tu te donnes en spectacle, maintenant. Faut pas. Les clients veulent pas entendre tes histoires, murmura Pierre-Louison.
Hyppolite remplit son verre, Pierre-Louison retourna derrière le bar. Et se resservit une rasade.

Il caressa l'épaule de Léonora toujours endormie, s'enhardit. La poitrine de la jeune femme montait et descendait au rythme de son sommeil. Pierre-Louison posa un doigt, puis deux sur une ligne pure. Sa paume recouvrit un sein ferme. Il pressa doucement. Le téton durcit sous sa main. La sueur coulait maintenant sur son front, aveuglait ses yeux, glissait en rigole le long de son cou, de son torse, pour inonder le haut de son pantalon. Son sexe gonflé bloquait l'écoulement et la tache sombre qui salissait la toile grise donnait l'impression qu'il avait uriné. Ce fut la première chose que vit Léonora lorsqu'elle s'éveilla et qu'elle ouvrit les yeux. Le brusque mouvement de recul de la femme fut immédiatement bloqué par la main de Pierre-Louison, et sa bouche n'eut pas le temps de pousser le hurlement qui s'étouffa au fond de sa gorge.
La fille se débattit et Pierre-Louison, l'ayant prise à la gorge, dut serrer.
Il ne relâcha la pression qu'il exerçait sur la bouteille que lorsqu'il entendit la voix de Marco:
- La dernière, s'il te plaît !

Ce n'était pas la première fois que Marco assistait au spectacle d'Hyppolite-Le-Légionnaire gesticulant et annonçant des propos sans suite qu'il ne comprenait pas.
- Mont donné la prime, ouaip ! Mont ramené icite, ouaip ! Mont dit "Salut, mon pote.". Houuu ! Heureusement qu'y a le rhum ! Salut la compagnie.
Toujours gesticulant, il se leva, frappa dans ses mains, et sur un pas de danse grotesque, se glissa entre les tables en chantant.
Marco, impressionné, le regarda disparaître dans les rues de "l'en ville". Puis il reprit sa position contemplative pendant que Pierre-Louison faisait glisser les dernières gouttes de Clan Campbell dans son verre sale.

Hébété, il releva la tête. Il était seul maintenant sur la terrasse, à côté de la morte. Il prit conscience de l'énormité de son geste. Un nègre a étranglé une blanche. La fille de Rolland Lormier, homme d'affaire connu, respecté, riche, et au pouvoir infini sur ce bout de caillou perdu au cœur des Caraïbes. A l'intérieur de la villa, sur une table basse, la boucle d'un sac attira son regard. Aveuglé par la lumière, les larmes, et la sueur, il tituba vers le petit point scintillant et ouvrit. Une liasse de billets apparut.
20 000 dollars USA. Même dans ses rêves, Pierre-Louison n'avait jamais imaginé une somme pareille. D'où provenait cet argent ? Savait-il que c'était un petit cadeau offert par les amis sud-américains du bonhomme d'affaire pour avoir mis à disposition son yacht à leur disposition ? Une tonne de cocaïne avait pu être ainsi lancée sur le marché. Savait-il que ce pognon se trouvait là parce que Lormier, sollicité par une bouffe diurne, et une sieste coquine, voire cochonne, s'était dépêché de répondre à la demande et, sûr de lui, avait laissé tout en plan, que pouvait-il arriver ?
Pierre-Louison s'en foutait. Il venait de tuer une Blanche. La fille de Lormier.
Il s'empara de la liasse, l'enveloppa dans un sac poubelle qu'il avait toujours sur sa brouette, puis il alla l'enterrer au bord d'une haie de lauriers. Il revint près de la terrasse. Le plus dur restait à faire. Il se plaça à dix mètres du mur qui lui faisait face. Dans un hurlement sauvage, il fonça sur le mur, tête en avant. Le choc le fit sombrer dans l'inconscience noire.
Il se borna à se lamenter : "Ma tête; ma tête !" La police, fatiguée de ses jérémiades, le laissa filer.
Fou de chagrin, Lormier se logea une balle dans le cœur. On oublia le drame et d'autres salopards purent empoisonner la vie de leurs semblables. Pierre-Louison, au hasard d'une rare nuit sans étoiles, revint récupérer le sac en plastique et disparut dans la mangrove.
Dix-huit ans s'étaient écoulés.

Marco jeta un coup d'oeil à sa montre : midi.
- Pas de journal, aujourd'hui ?
- Non. Beaucoup de circule dans l'en-ville. Le facteur passera qu'en début d'après-midi.
- Dis donc, ça s'arrange pas, Hyppolite.
- Oh, non. Il a beaucoup de copains et beaucoup de problèmes, Hyppolite.
- Bon, fit Marco. A demain.
- A demain, répondit Pierre-Louison.

La guitare s'était tue. On entendait tout simplement, dans ce décor paradisiaque, la mer, les vagues qui glissaient doucement sur le sable blanc.

Agenda

Quelques rendez-vous sélectionnés...

Concert Jazz métissé

Merc 23 août
20h30 Le Quintet de bœufs à la Grange au foin
Tout public. Tarif : Libre participation
Initiation à l'art de conter
23-24 septembre : stage conte à la salle des fêtes de St Junien le Petit animé par Joëlle Pascal
En journée, horaires à définir
Adolescents et adultes. Tarif : 35 €
Les Passeurs d'histoire, balade contée et soirée histoires
Samedi 7 octobre sur le principe de la scène ouverte : venez avec vos histoires, chansons...
Balade : départ de Trasrieux à 14h30
Repas à la salle des fêtes : 19h
Soirée histoires : 20h30 Tout public
Tarif : Libre participation
Renseignements : Contrechamps Trasrieux 87460 St Julien le Petit. Tél : 05 55 69 13 18
assocontrchamps@wanadoo.fr

Panthéon

Huang Yong Ping
Jusqu'au 24 septembre 2006
Cette exposition présente des installations de Huang Yong Ping produites spécialement pour le Centre international d'art et du paysage de l'île de Vassivière. Figure de proue de l'avant-garde chinoise des années 80, l'artiste conteste le pouvoir dominant et propose des alternatives à l'art " officiel " de son pays.
Établi en France depuis 1989, l'artiste occupe une place importante parmi les artistes qui travaillent sur les chocs culturels et leurs possibles dialogues. L'originalité de son analyse et la vivacité de sa provocation se mesurent constamment, mêlant tradition dadaïste et philosophie chinoise traditionnelle.
Les oeuvres de Huang Yong Ping transforment les espaces du Centre d'art en grand temple bouddhiste et notamment le phare qui abrite un monumental moulin à prière. Panthéon est la réponse de l'artiste à la situation même du Centre d'art et son architecture de cathédrale au sein d'un paysage industriel et en même temps idyllique. À travers cette intervention, l'île de Vassivière nous apparaît comme un lieu de retraite, de méditation et d'exil.
Ouverture tous les jours de 11h à 19h
Renseignements, Centre d'Art Contemporain Vassivière en limousin : 05 55 69 27 27

Du 19 au 28 août : Autonomie, partage, échange...
Ce sera encore l'été mais on touchera à sa fin. A Bellevue, une ferme à 2 km du bourg de Faux la Montagne, aura lieu une partie de la conférence européenne de l'Action mondiale des peuples (AMP).
L'AMP est un réseau mondial de mouvements sociaux anti-capitalistes né dans la foulée de l'insurrection zapatiste au Mexique en 1994 (opposition aux accords de libre échange et à l'organisation mondiale du commerce). L'AMP coordonne des groupes et des personnes partageant des luttes et des pratiques en cohérence avec un rejet clair du capitalisme, de toutes formes de domination et de discrimination. Elle privilégie une attitude de confrontation au système, l'appel à l'action directe et à la désobéissance civile et les formes d'organisation basées sur la décentralisation et l'autonomie.
C'est justement sur ce dernier thème qu'auront lieu les rencontres organisées du 19 au 28 août à la ferme de Bellevue : "Comment gagner en autonomie politique, matérielle et sociale à l'égard du capitalisme et de l'Etat ?".
Contact et renseignements au 05 55 67 95 26.

Rencontres musicales de Nedde

Pour la sixième année consécutive, Nedde donne rendez-vous aux amateurs de gastronomie, de randonnée et de musiques traditionnelles. Cela commence le vendredi 22 septembre avec une veillée à chanter avec Jean Marc Delaunay à Faux la Montagne. Le lendemain randonnées, repas gastronomiques, concert de musique traditionnelle, une conférence sur "Climat et énergies renouvelables" suivi

Cette rubrique est fabriquée avec les informations que nous recevons. Si vous souhaitez annoncer des manifestations qui se dérouleront à partir d'octobre 2006, envoyez nous vos informations avant le 15 septembre 2006. Merci.

le soir à Nedde d'un bal trad. Le dimanche on remet ça, avec des musiciens bourbonnais à Rempnat.
Renseignements et réservations : 05 55 27 93 48 ou 05 55 69 26 96.

16 septembre : économie sociale sur le plateau

Le samedi 16 septembre la Ligue de l'enseignement et la Fédération des Œuvres laïques de la Creuse organisent le "Premier rendez-vous de l'économie sociale et solidaire". La journée sera organisée autour de visites qui permettront de montrer la diversité des expériences en la matière. Escales prévues à Saint Marc à Loubaud avec projection d'un documentaire, ateliers sur l'épargne solidaire à Gentioux, et rencontres avec Le Monde allant vers à Eymoutiers et avec la coopérative d'emploi CESAM au Villard (Royère de Vassivière). La journée se terminera avec une conférence d'Eric Rouvellac, géographe, à Gentioux.
Renseignements auprès de : Delphine Bonnin au 05 55 61 44 10.

Samedi 23 septembre : Armand Gatti dans les bois

Armand Gatti est de retour sur le plateau. Il y lira le samedi 23 septembre à Tarnac, dans la forêt de la Berbeyrolle, lieu où il prit le maquis au cours de la seconde guerre mondiale aux côtés de Georges Guingouin, son poème hommage au "premier maquisard de France", poème dont nous avons publié un extrait dans notre dernier numéro. Il sera accompagné par la Chorale des résistances sociales. Le soir, un repas "auberge espagnole" avec ce que chacun aura apporté pourra être pris sur place.
Renseignements auprès du Cercle Gramsci de Limoges. Ecrire à : fjucher@club-internet.fr

7 et 8 octobre : Médias et torture

A l'heure où les guerres et la lutte anti-terroriste remettent la torture à l'ordre du jour et où l'on entend même dans certains médias des propos visant à la rendre acceptable "dans certains cas extrêmes" (!), il est bon que des individus et des groupes redisent avec force leur inconditionnelle opposition à toutes les formes de tortures et autres traitements inhumains. C'est le cas de l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) qui tiendra son rassemblement régional les 7 et 8 octobre à Peyrat le Château et Eymoutiers. Le thème de ces rencontres ouvertes à tous est : "Médias et torture : de la fiction audiovisuelle à la réalité". Le samedi à 14h45 au cinéma de Peyrat, conférence débat avec Jean Etienne de Linares et Marc Zarrouati (délégué général et président de l'ACAT) : "Quand les gentils torturent dans les séries télévisées".
Le soir à 21h au cinéma Jean Gabin d'Eymoutiers, projection de "La Machine" de Paul Vecchiali (1977), suivi d'un débat. Le dimanche à 14h30 au Village vacances "le Buchou" d'Eymoutiers, conférence d'Olivier Mongin (rédacteur en chef de la revue Esprit) sur "Face à la violence des images".
Renseignements : 05 55 69 42 51.

Du 14 au 22 octobre : BD et éditions indépendantes

L'association Emile a une vache organise pour la troisième fois les Journées Editions et Bandes Dessinées Indépendantes. Ça se déroulera du 14 au 22 octobre autour de Royère de Vassivière. Des rencontres avec de nombreux auteurs qui resteront en résidence, logés chez l'habitant, durant toute la durée de la manifestation, des expositions à l'Atelier à Royère, au Brin de Zinc à Faux la Montagne et à la librairie Passe Temps d'Eymoutiers. Les dimanches 15 et 22 des lectures seront également organisées.
Renseignements au 05 55 64 57 37. Dossier et présentation des auteurs sur Internet : http://pon.comix.free.fr/site%20budu/index.htm

La magie du conte africain

Soirée repas et contes africains avec Songda Ouedraogo mercredi 16 août à l'association des Plateaux Limousins Le Villard. Royère de Vassivière.
Repas à 19h, spectacle à 20h30.
Réservation au 05 55 64 70 53

IPNS . JE M'ABONNE

Nom _____

Adresse _____

Abonnement pour 1 an (4 numéros) à partir du n°...

Abonnement ordinaire 12 Euros ☐ Abonnement de soutien 15 Euros ou + ☐

BON A RETOURNER A IPNS 23340 FAUX-LA-MONTAGNE

Les Limousins dans la maçonnerie lyonnaise (1848-1914)

Jean-Luc De Ochandiano

L'Association "Les maçons de la Creuse" (2 petite rue du clocher à Felletin) organise des conférences à l'occasion de ses "sorties découverte". C'est dans ce cadre que Jean-Luc De Ochandiano, enseignant-chercheur à l'université de Clermont Ferrand, a présenté son travail de recherche sur les maçons limousins à Lyon au XIX^e siècle. Ses nombreux auditeurs dans la salle polyvalente de Gentioux, captivés par la qualité de son exposé, souhaitent ardemment qu'ils reviennent bientôt présenter la période couvrant la première moitié du XX^e siècle. Pour IPNS le conférencier a accepté de brosser quelques jalons essentiels de cette migration. On pourra lire l'intégralité de sa conférence dans le Bulletin de liaison de l'association "Les Maçons de la Creuse".

Au moment de la révolution de 1848, la corporation des maçons de Lyon se distingue des autres corps de métier du bâtiment par le fait que plus de 75% de sa main d'œuvre vient du Limousin et de l'Auvergne. Deux zones sont en fait de très fortes pourvoyeuses de maçons : la Combraille, à cheval sur les départements de la Creuse et du Puy-de-Dôme, et le plateau de Millevaches.

Les limousins de la maçonnerie dans l'espace urbain

Au milieu du 19^e siècle, les maçons venant du Massif Central se logent très majoritairement dans le quartier de l'Hôtel-Dieu qui est situé dans la presqu'île, au débouché du pont qui relie La Guillotière à Lyon. Ce quartier est l'un des plus misérables de la ville et un des plus délabrés. Des populations pauvres très diverses, souvent migrantes, y vivent alors dans des conditions précaires. Mais les ouvriers de la maçonnerie s'y distinguent fortement : ils donnent l'impression de constituer un groupe à part, relativement clos sur lui-même : les migrants de la maçonnerie arrivent en groupes compacts ; ils vivent pour la plupart, dans des garnis tenus par des maçons et destinés exclusivement à recevoir des ouvriers de cette profession. Les migrants de la maçonnerie semblent vouloir préserver un entre-soi à la fois professionnel et villageois.

A partir du milieu des années 1850, Lyon connaît des travaux d'urbanisme de très grande ampleur visant, notamment, à rénover la presqu'île. Ces chantiers gigantesques ont eu deux conséquences pour la corporation des maçons. D'une part, ils produisent une demande énorme de main d'œuvre et une croissance de la corporation qui a pu atteindre alors aux alentours de 5000 ouvriers. D'autre part, le quartier de l'Hôtel-Dieu est éventré par le percement de la rue Impériale (actuelle rue de la République) et les travaux d'alignement des rues adjacentes. Les nouvelles constructions, luxueuses, ne sont pas destinées à accueillir une population pauvre. Les migrants limousins sont donc obligés de quitter le centre ville et passent de l'autre côté du Rhône pour s'installer à La Guillotière qui vient d'être annexée à Lyon en 1852. A l'époque, ce faubourg est encore une zone insalubre, sous la menace continue des crues du Rhône. Mais c'est aussi un quartier qui est en pleine croissance, où s'installent les usines nouvelles, notamment les plus polluantes (chimie, fonderie, métallurgie), et qui est en train de devenir le cœur du monde ouvrier lyonnais à la place du quartier de la Croix-Rousse qui voit son activité de tissage de la soie décliner fortement.

La Guillotière va constituer, jusqu'à la seconde Guerre Mondiale, le centre vital de l'activité des migrants de la maçonnerie : il accueille rapidement la plupart des garnis de maçons et la plus grande partie des nombreuses entreprises de maçonnerie créées dans la deuxième moitié du 19^e siècle, par des limousins. Quand les syndicats ouvriers apparaissent, à la fin des années 1870, ils s'installent au cœur de ce quartier. On y trouve aussi un réseau extrêmement dense de petits commerces et de cafés tenus par des limousins liés aux maçons (cafés Mourieras, Gadinaud, Sirieix, Pimpaud, etc.). Dans ce quartier, les limousins, qui menaient une existence véritablement à part du reste de la population lyonnaise, vont petit à petit s'intégrer au monde ouvrier et, à la fin du 19^e siècle, se reconnaître une communauté de destin avec le reste de la « classe ouvrière ». Ce changement d'attitude correspond aussi à une évolution dans les pratiques migratoires qui s'affirme à partir des années 1880-1890 : les limousins de la maçonnerie viennent de plus en plus à Lyon pour s'y installer définitivement. La filière migratoire venant du Massif Central se resserre d'ailleurs presque exclusivement sur le plateau de Millevaches, celle de la Combraille s'amenuisant fortement à la fin du 19^e siècle.

La maçonnerie et les autres métiers du bâtiment

Au moment où la corporation des maçons connaît un déplacement de son centre de gravité géographique, elle connaît aussi des évolutions importantes d'un point de vue professionnel, notamment dans son rapport aux autres métiers du bâtiment.

L'industrie du bâtiment, au milieu du 19^e siècle, est marquée par une très forte hiérarchisation des métiers. Les corporations organisées autour du compagnonnage (charpentiers, menuisiers, serruriers...) dominent cette industrie et montrent un profond mépris pour les métiers moins valorisés, notamment ceux du gros œuvre. Les ouvriers de la maçonnerie subissent donc, à l'époque, une double forme de discrimination : ils sont considérés comme des « étrangers » à la ville et on ne reconnaît aucune valeur à leur travail.

La seconde moitié du 19^e siècle constitue un période de forte transformation. L'apparition de nouveaux matériaux (la charpente en fer, le mâchefer, le ciment), l'introduction de techniques nouvelles (la scie mécanique) produisent des déclassements importants dans certaines corporations : cela est très sensible notamment chez les charpentiers, les menuisiers, les tailleurs de pierre qui voient leurs effectifs fondre en l'espace de quelques décennies et les ouvriers de ces métiers réduits, de plus en plus, à des activités répétitives où la créativité est bien souvent absente. A l'inverse, les grands travaux du Second Empire puis les projets urbains de la 3^e République ont

conduit au développement de la corporation des maçons et de celle des terrassiers. Elles deviennent, de loin, les corporations les plus fortes numériquement. Les transformations techniques du 19^e siècle ont aussi été favorables aux limousins sur un autre plan : deux corporations se détachent de celle des maçons sans affecter d'ailleurs la force numérique de ce groupe professionnel : à la fin des années 1870, naît la corporation des cimentiers-tyroliens (qui réalisent les façades en ciment) ; dans les années 1880, naît celle des briqueteurs-fumistes (qui construisent les fours et cheminées industrielles). Ces deux corporations vont devenir, dans la première moitié du 20^e siècle, les refuges des ouvriers d'origine limousine alors que celle des maçons connaît une diversification de l'origine de sa main d'œuvre.

Au tournant du 19^e et du 20^e siècle, la corporation des maçons de Lyon s'impose comme la corporation centrale du bâtiment. Aussi bien pour les patrons que pour les ouvriers, rien ne peut se décider sans l'aval des maçons. On assiste donc à un véritable renversement des relations entre métiers du bâtiment en l'espace d'une cinquantaine d'années.

Les luttes sociales dans la maçonnerie lyonnaise

Les relations entre patrons et ouvriers dans la maçonnerie lyonnaise sont paradoxales au 19^e siècle. Elles sont marquées par des conflits récurrents mais de nombreux signes montrent aussi une grande proximité entre employeurs et salariés, notamment dans les nombreuses petites entreprises où leurs conditions d'existence sont souvent assez proches. A partir des années 1890, on sent, par contre, monter une tension, en particulier du fait de l'émergence d'entreprises plus importantes où les relations de travail sont plus dures. La première organisation ouvrière naît en 1877 mais le syndicalisme ne commence à prendre de l'ampleur qu'après la grande grève de 1897. Ce conflit, qui dure 3 mois, met les maçons au premier plan des luttes sociales du bâtiment lyonnais. Pendant cette grève, les dirigeants du mouvement, pour la plupart limousins, imposent une cessation du travail presque totale, un contrôle strict des chantiers et une chasse aux « renards » (les non-grévistes) impitoyable. Mais, là encore, les maçons ont du mal à sortir de leur réserve. Pendant le conflit, par exemple, ils refusent de se rallier à un projet de grève générale du bâtiment de Lyon que prônent plusieurs corporations lyonnaises au motif qu'ils « ont bien assez à faire chez eux, sans se préoccuper de ce qui se passe dans les autres corporations ».

La première décennie du 20^e siècle constitue une période charnière qui va conduire les maçons vers une autre forme de syndicalisme plus sensible à des questions sociales dépassant le seul cadre corporatif. La grève de 1910 constitue le moment de cristallisation de ces transformations. A l'issue de ce mouvement, mené par de jeunes militants, la plupart limousins - dont le corrézien Antoine Charrial qui jouera, ensuite, pendant plusieurs décennies, un grand rôle dans le bâtiment lyonnais - le syndicat des maçons de Lyon adhère à la fédération CGT du bâtiment, à la Bourse du Travail, à la Ligue d'Action du Bâtiment (structure créée en 1908 qui regroupe les différents syndicats du bâtiment de Lyon). Le syndicat crée, en 1911, un journal bimensuel, *L'ouvrier maçon*.

Mais surtout, après la grève, cette organisation met en place de nouvelles formes de luttes. En particulier, elle essaie d'imposer une adhésion obligatoire des maçons au syndicat pour regrouper l'ensemble de la corporation en son sein et former un bloc ouvrier sans faille. Pour arriver à ses fins, elle impose, par le rapport de force avec les patrons, des délégués de chantiers qui sont chargés de contrôler que les ouvriers sont bien porteurs de leur carte de la CGT à jour. A la veille du premier conflit mondial, ces délégués commencent à être épaulés par des équipes de militants qui vont de chantiers en chantiers en vélo pour contrôler les cartes à l'entrée ou à la sortie du travail. Ces nouvelles méthodes de mobilisation permettent au syndicat des maçons de regrouper 3 000 adhérents à la veille de la guerre.

L'imposition de la carte confédérale à l'ensemble des maçons de Lyon marque définitivement la volonté, de la part en particulier des limousins, de sortir de l'isolement. En effet, la possession de la carte confédérale est clairement vue, en 1910, comme un acte d'adhésion à la classe ouvrière organisée au-delà des particularismes locaux ou nationaux. Les maçons de Lyon, en 1914, sont définitivement devenus des « ouvriers », porteurs des valeurs de cette classe sociale, et non plus des ruraux exilés dans un espace au sein duquel ils ont eu, pendant longtemps, du mal à trouver leur place.

L'auteur de cet article, qui effectue un doctorat sur l'histoire des ouvriers du bâtiment de Lyon, cherche tout document (lettres, journaux, contrats de travail, mémoires, etc.) ou tout témoignage touchant aux migrations limousines dans la maçonnerie lyonnaise au 19^e siècle et dans la première moitié du 20^e siècle.
Contacts : De Ochandiano Jean-Luc - 37, rue de Blanzat - 63100 Clermont-Ferrand
Mail : deochandiano@netcourrier.com

